

Des chroniques du CIREF en lien avec l'actualité

Depuis la fondation de notre **Centre international de recherche et d'éducation familiale**, en 1997, l'attention quotidienne à l'actualité provinciale, nationale et internationale est devenue une des préoccupations majeures de notre CIREF, nous qui avons pour défi de promouvoir *Une culture de l'amour et de la sexualité intégrés — Pour notre temps !*

À moi plus particulièrement, depuis 2001, les thèmes véhiculés par l'actualité m'inspirèrent de les remettre en question dans les nombreuses chroniques qui vous sont offertes aujourd'hui dans ce recueil : *Mon combat pour un amour et une sexualité intégrés*. Mes chroniques qui vous sont présentées en remontant dans le temps à partir de décembre 2016, pourront, certes, être lues à partir de l'an 2001 ou au gré de l'intérêt suscité par les titres. À vous de choisir.

Comme vous le constaterez, la problématique de notre monde contemporain liée à la non-intégration de l'amour et de la sexualité, analysée à la lumière de l'anthropologie chrétienne et des concepts éducation et santé, m'a conduite fort loin. Elle m'a contrainte à des retours récidivés au cours des semaines, des mois et des années. Cela permettra peut-être à certains de creuser davantage des notions et d'y voir la profondeur et la cohérence auxquelles, tout au long de ce volume, nous convie le fil conducteur de l'intégration. Bonne lecture

Thématique

1. Parents (Famille, choix de Dieu)
2. Éducation / Pédagogie
3. Mission éducative (des parents)
4. Amour-sexualité (culture, projet social)
5. Fécondité, santé, autonomie
6. Intégration /équilibre (démarche)
7. Complémentarité homme femme
8. Maîtrise sexuelle
9. Blessés de l'amour
10. Santé et prévention (ITS et sida)

Il faut que cesse au Québec la guerre du gouvernement contre les parents !

11/12/2018

Que s'est-il passé chez notre nouveau gouvernement Legault, qui promettait, il y a un an, d'être au service de la famille ? On se rend compte, aujourd'hui, qu'il est gravement engagé dans une guerre contre les parents qui rejettent avec détermination, pour le bien de leurs enfants, le programme d'éducation sexuelle en milieu scolaire.

C'est ma question, à la suite de la lecture de l'article *Éducation sexuelle, des parents « agressifs » veulent l'exemption – Mais le ministre de l'Éducation refusera la demande*, paru dans le *Journal de Montréal*, le 10 décembre 2018.

Face à cette guerre gouvernement-parents, n'est-il pas impératif et urgent de faire découvrir à notre peuple québécois qu'il existe un programme alternatif proposant une audacieuse et dynamique stratégie répondant au besoin et au droit de nos enfants et jeunes d'apprendre à devenir des êtres affectivement et sexuellement équilibrés ? Cette stratégie reconnaît la responsabilité et le droit de nombreux parents de recevoir une formation qui a pu manquer dans le passé et qui leur permettra d'aider leurs enfants et jeunes à s'acheminer vers la maturité humaine et spirituelle.

Cette culture vraiment alternative se nomme LA CULTURE DE L'AMOUR ET DE LA SEXUALITÉ INTÉGRÉS. Elle nécessite la découverte et la mise en œuvre d'une **démarche intérieure, lente, progressive et continue pour l'intégration de l'amour et de la sexualité, de la naissance à la maturité.**

Cette culture est tout autre que celle proposée par les promoteurs de l'éducation de la sexualité en milieu scolaire, qui non seulement rejettent les **parents un jour, parents toujours**, mais qui ne cessent de méconduire un grand nombre de nos enfants et jeunes vers une vie affective et sexuelle en déséquilibre.

L'expérience à l'école primaire de Jules-Verne est-elle réellement positive ? 15/09/2018

Suffit-il de reconnaître que les enseignants de l'école primaire Jules-Verne de l'île de Montréal *étaient à l'aise avec le contenu du nouveau programme d'éducation à la sexualité et motivés à l'offrir aux élèves, et que les enfants étaient très réceptifs aux enseignements prodigués*, pour affirmer que l'expérience de cette école fut positive ?

Permettez-moi d'en douter, moi qui, depuis nombre d'années, ai développé une **alternative à l'éducation à la sexualité en milieu scolaire** qui a pour nom :

L'ÉDUCATION DE NOS ENFANTS ET DE NOS JEUNES À L'INTÉGRATION DE L'AMOUR ET DE LA SEXUALITÉ.

C'est une éducation fondamentale qui permet à l'être humain de développer la structure interne qui le rendra capable d'assumer son être sexué, de grandir en sagesse et de s'épanouir harmonieusement en s'aimant et en aimant autrui.

Également, cette éducation/rééducation favorise la guérison psychologique des séquelles que l'on retrouve chez les enfants et les jeunes ayant été victimes de mutilations ou de violences dans le domaine affectif et sexuel.

Ce genre d'éducation ne court pas les rues. Il y a beaucoup de pain sur la planche pour qui veut, comme moi, transmettre dans notre société québécoise cette pédagogie aux personnes ayant la responsabilité de la transmettre, à leur tour, aux enfants et aux jeunes.

Cette pédagogie au processus intérieur lent, graduel et continu d'intégration de l'amour et de la sexualité, si elle est destinée à tous, elle l'est, avant tout, aux **parents un jour, parents toujours**. Ce sont eux qui ont la prérogative (le droit et la responsabilité) de répondre **au besoin et au droit** de leurs enfants d'apprendre à devenir affectivement et sexuellement équilibrés, harmonieux. Elle sera également fort utile à tout éducateur travaillant dans un partenariat enfant-parents-éducateur.

Le programme d'éducation à la sexualité approuvée par le ministère de l'Éducation du Québec, Madame Harel Bourdon, présidente de la CSDM, affirme : *« Il ne s'agit pas d'un cours d'éducation sexuelle, mais d'une éducation à la sexualité »*. Quel en est donc le but ultime ? Elle n'en dit rien.

Sous-entendrait-il ces paroles entendues avec indignation par Madame Valérie Riches, travailleuse sociale, de la bouche d'un conférencier, lors d'un Symposium à Liverpool, en 1986 ?

Si nous ne réussissons pas à nous infiltrer dans le domaine de l'éducation sexuelle, les enfants suivront tout simplement le comportement moral de leurs parents.

Et encore, aurions-nous à reconnaître enfin que ce programme **est le plus puissant moyen utilisé** pour la propagande de l'humanisme athée ?

C'est ce que je ne cesse de croire. Mais pour bien le percevoir, il m'a fallu creuser longuement le concept intégration de l'amour et de la sexualité ainsi que le besoin et droit de l'enfant d'apprendre de ses parents — soutenus par un sain environnement social — à devenir un être affectivement et sexuellement harmonieux.

Comme je serais ravie que, bientôt, l'on m'offre les moyens d'exprimer cette réflexion dans notre société ainsi que de proposer un enseignement à distance et un enseignement de présence sur cet important concept.

Qui sait vivre en famille, sait vivre en société 05/06/2018

À l'approche des prochaines élections provinciales québécoises en novembre 2018, qu'il me fait bon de voir et de revoir la publicité de la *Coalition avenir Québec* (CAQ), axée sur la famille ! De tout cœur, je dis bravo et merci à Monsieur François Legault et à son équipe de livrer avec force dans nos médias un message si pertinent ! Particulièrement à l'heure où, dans notre société québécoise, l'on nous laisse croire que la famille, pourtant première cellule de la société, est une valeur archaïque, révolue. Que d'inconscience devant de graves enjeux mettant en danger l'avenir de nos jeunes et de notre société tout entière !

Jadis, ne disait-on pas : *Qui sait vivre en famille, sait vivre en société* ? Revenir à la famille, quel grand, beau et noble idéal pour un gouvernement ! Je me permets cependant d'ajouter : à la condition que ce retour à la famille, témoigne véritablement de la connaissance et du respect de la mission fondamentale des parents dans le plan du Créateur. Cette manière traditionnelle de penser, hélas, fait maintenant défaut dans notre culture québécoise (les références et les valeurs familiales des adultes inspirant la manière d'être et de vivre de nos enfants et jeunes), où tout projet éducatif dit « non *neutre* », est prohibé depuis nombre d'années sous le prétexte que la loi l'oblige. Étonnamment, pour répondre à de nombreuses forces sociales déterminées à nous entraîner sur une voie contraire, on prône des *valeurs civiques communes* sans référence à l'Auteur de la création.

Incontestablement, le retour de la famille — valeur de base essentielle à tout programme politique — ne s'improvise pas. Il se construit. Comment ? La réponse, je l'emprunte à nouveau à un bon ami dominicain, que je cite :

Le retour au respect de la famille ne se fera qu'à la condition de faire découvrir à tous et à toutes que : **Dieu existe et Il veut le couple et la famille**. Et encore, **nous faudra-t-il ressentir la nécessité de nous organiser pour que la famille existe vraiment**. D'où la nécessité d'exiger de nos élus les conditions essentielles pour que les parents puissent assumer leur mission éducative avec amour et compétence.

Avouons qu'en tant que société québécoise, nous avons un défi de taille à relever pour redonner effectivement à la famille, choix de Dieu, son authentique identité et ses droits imprescriptibles. Un débat profond avec nos élus, quel que soit le Parti au pouvoir, sur cette grande question de la famille au sein de notre société, ne serait-il pas des plus urgents ?

Notre *Centre international de recherche et d'éducation familiale* (CIREF), qui, lentement mais sûrement, poursuit son petit bonhomme de chemin au service de la famille, continue de toutes ses forces à promouvoir une nouvelle et belle culture : *la culture de l'amour et de la sexualité intégrés, de la naissance à la maturité*, en toute conformité avec la théologie du corps développée par Jean-Paul II.

Le 3 juin 2015, à Rome, l'occasion me fut donnée de rencontrer Mgr Livio Melina, président de l'Institut Jean-Paul II pour les études sur le Mariage et la

Famille, à qui je fis découvrir pourquoi et comment j'en étais venue à faire le passage de l'enseignement du concept de la fécondité du couple à celui de la démarche d'intégration de l'amour et de la sexualité, de la naissance à la maturité. Ce concept, je le juge des plus essentiels pour rejoindre les parents, humaniser la famille, voire évangéliser notre monde. De cet homme capable d'une écoute attentive, qu'il me fut bon d'entendre ces paroles : « La semaine prochaine, je participerai à une importante rencontre à Milan où j'aurai un plus à apporter. »

Ces paroles, combien je les ai appréciées ! Et combien j'aimerais les entendre chez nous, au Québec, non seulement de nos présents et futurs élus, mais surtout des parents et de leurs fidèles collaborateurs, et aussi de notre clergé, voire de la société entière.

L'humanisation de nos enfants et jeunes se fera par une solide éducation à l'amour et à la sexualité intégrés, en partenariat enfants/ados, parents et éducateurs 05/04/2018

Voulons-nous que nos enfants et nos jeunes deviennent sexuellement équilibrés, respectueux et aimants ? Ceci, afin de prévenir toute mutilation, dénaturation, exploitation, ITS, cancers sexuels, ainsi que toute violence, etc. Voulons-nous vraiment favoriser le respect et de la femme et de l'homme, et redonner sens à la famille et à l'école ? Voulons-nous que s'arrêtent au plus tôt les dénonciations d'inconduite sexuelle ? Voulons-nous cesser de dépenser l'argent des contribuables pour des problèmes de santé ayant pour cause ultime la non-intégration affective et sexuelle tout au long des étapes de la croissance : enfance, adolescence et jeunesse ?

Si oui, que faire ? À mon avis, nous devons d'urgence, comme société, accepter de les instruire et de les former, de la naissance à la maturité. Nous avons à leur apprendre à être et à aimer. Pour y parvenir, nous, les adultes, ne devons jamais dissocier l'amour de la sexualité, deux réalités humaines qui doivent se développer conjointement chez tout individu. Nous avons à favoriser chez nos enfants, ados et jeunes adultes **un développement lent, progressif et continu d'un processus intérieur d'intégration de l'amour et de la sexualité** qui les acheminera, pas à pas, vers une authentique humanisation.

Apprendre à bien se connaître comme homme ou femme, à s'accepter et à s'aimer, puis à s'ouvrir à l'autre (semblable, différent et complémentaire) est, ne l'oublions pas, **un besoin réel et le droit de tout être humain**. Pour ne pas l'avoir appris en milieu familial — premier lieu d'humanisation de tout être humain — et ne pas avoir été soutenues dans cet apprentissage en milieu scolaire, que de personnes en subissent de graves conséquences, à un coût ahurissant pour notre société !

Comme société soucieuse de l'éducation affective et sexuelle des enfants et des jeunes, refaire correctement nos devoirs ne commande-t-il pas d'accueillir avec un préjugé favorable **la belle pédagogie de la démarche d'intégration de l'amour et de la sexualité de la naissance à la maturité**, que notre *Centre international de recherche et d'éducation familial* (CIREF) propose depuis bon nombre d'années et qu'il est prêt à enseigner à tout intervenant auprès des enfants et des ados, mais, avant tout, aux parents ?

Il faut d'urgence préparer des agents formateurs des parents et des éducateurs à une pédagogie de la démarche d'intégration de l'amour et de la sexualité, de la naissance à la maturité. Particulièrement à cette heure où :

- Les parents des diverses communautés de foi et de diverses cultures réclament que notre gouvernement respecte leur responsabilité de droit d'éduquer leurs enfants à l'amour et à la sexualité selon les exigences d'un véritable humanisme.

- De nombreux éducateurs désirent recevoir une formation qui leur permettra d'approfondir cette démarche d'éducation à l'amour et à la sexualité intégrés, afin de pouvoir travailler efficacement en partenariat enfants/ados, parents et éducateurs.

C'est mon vœu le plus cher, pour le bien et l'avenir de nos enfants, parents de demain, et pour certains d'entre eux, futurs élus au service d'un monde beau, meilleur et en santé. Pour cela, il faudra que notre gouvernement accepte volontiers de nous appuyer financièrement.

Parents, ne laissons pas de prétendus « experts » usurper notre rôle dans l'éducation de nos enfants ! 13/01/2018

J'ai longuement réfléchi à la déclaration du 14 décembre 2017 par M. Philippe Couillard, Premier ministre du Québec, appuyé par M. Sébastien Proulx, ministre de l'Éducation : **En septembre 2018, le cours d'éducation sexuelle en milieu scolaire, niveau primaire et secondaire, sera obligatoire.**

En ce début de janvier 2018, qu'il me fut bon de relire des extraits de l'audience générale du Pape François du mercredi 20 mai 2015. Ces paroles du Pape, qui m'ont profondément touchée, je ne saurais les taire en ce moment particulier de notre histoire québécoise. Les voici :

Il y a une multiplication des prétendus « experts » qui ont pris la place des parents, même dans les aspects les plus intimes de l'éducation. Sur la vie affective, sur la personnalité et le développement, sur les droits et les devoirs, les « experts » savent tout : objectifs, motivations, techniques. Et les parents doivent seulement écouter, apprendre et s'adapter...

Il est évident que ce système n'est pas bon : ce n'est pas harmonieux, ce n'est pas dialogique... Cela les oppose...

Si l'éducation familiale retrouve la fierté de son rôle primordial, beaucoup de choses changeront en mieux,

pour les parents incertains et pour les enfants déçus. Il est temps que les pères et les mères reviennent de leur exil — parce qu'ils se sont auto-exilés de l'éducation de leurs enfants — et assument à nouveau pleinement leur rôle éducatif.

Qu'aurions-nous pu trouver de mieux comme réflexion pertinente et solide à partager avec nos concitoyens, nous membres du *Centre international de recherche et d'éducation familiale*, convaincus, plus que jamais, de l'urgence de résister à l'éducation sexuelle obligatoire en milieu scolaire et de l'importance de redonner aux **parents un jour, parents toujours**, l'éducation intime de la sexualité, **liée à l'amour**, tout au long des étapes de croissance de l'être humain ?

Les parents ont le privilège, au sein de leur foyer, de favoriser de façon continue chez leurs enfants, l'intériorisation de trois grands mystères de la vie : **l'amour, la sexualité et la complémentarité des sexes**. Cela, dans une approche intime,



personnalisée, au moment opportun et selon les valeurs les plus profondes favorisant la construction harmonieuse de l'être humain.

Certes, pour que les parents assument avec compétence et dynamisme la mission éducative qui leur revient, certaines conditions favorables sont requises : ils doivent

- être adéquatement formés à la pédagogie d'une démarche d'intégration de l'amour et de la sexualité qu'ils ont à transmettre à leurs enfants de la naissance à la maturité ;
- compter sur l'appui de l'ensemble des éducateurs également formés à cette démarche ainsi que sur un environnement scolaire soutenant l'apprentissage continu de l'amour et de la sexualité intégrés chez les élèves ;
- compter sur la venue d'un nouveau choix de société, elle qui est ballottée par divers courants de pensée aux antipodes de la culture de l'amour et de la sexualité intégrés, destructeurs de la famille telle que Dieu l'a voulue dans son plan d'amour.

Bref, ce qui est requis pour tous, chez nous et ailleurs, c'est une nouvelle culture : **la culture de l'amour et de la sexualité intégrés**, transmise par les parents et soutenue par l'ensemble de leurs collaborateurs du grand village de nos sociétés.

Cependant, pour que cette culture s'implante, se développe et s'épanouisse dans l'esprit, le cœur et l'âme de nos enfants, de nos ados et de nos jeunes adultes, grâce à leurs parents appelés à assumer leur rôle éducatif, tel qu'exprimé par le pape François, il faudra que nos élus et nos médias acceptent de s'ouvrir à cette culture proposée et la favorisent véritablement.

Viendra-t-il bientôt ce jour, chez nous, au Québec ? J'ose encore y croire. Cela, pour le bonheur et la santé affective et sexuelle de nos enfants et de nos jeunes, ainsi que pour les hommes et les femmes d'aujourd'hui et de demain en quête d'un mieux vivre ensemble dans le respect et la tendresse.

Je n'y vois que de l'opportunisme ! 10/01/2018

Le jeudi 14 décembre, en écoutant une des nouvelles de l'heure : *En septembre 2018, le cours d'éducation sexuelle en milieu scolaire, niveau primaire et secondaire, sera obligatoire*, annoncée d'abord par Monsieur Philippe Couillard, Premier ministre du Québec, suivi de Monsieur Sébastien Proulx, ministre de l'Éducation, cette question m'est venue à l'esprit : Quelle est la réaction des parents du Québec qui ont pris la peine d'approfondir l'orientation, le fil conducteur, les objectifs et le contenu global du programme d'éducation sexuelle des 15 projets pilotes en milieu scolaire proposé au cours des deux dernières années ?

Je ne serais pas étonnée que les parents avertis ont pu déceler le non-respect, d'une part, des normes objectives et immuables de la Charte de l'Auteur de la création, chemin véritable de l'accomplissement et du bonheur de tout être humain et, d'autre part, du rôle irremplaçable des parents ayant accueilli le don de l'enfant, don accompagné de la responsabilité de bien l'éduquer.

Moi, qui crois et enseigne que tout être humain a comme tâche primordiale de devenir un être affectivement et sexuellement harmonieux, par l'apprentissage de la **démarche intérieure d'intégration de l'amour et de la sexualité de la naissance à la maturité**, avec l'aide de ses parents, soutenus par ses éducateurs, voire par la société entière — adéquatement formés — je n'y ai perçu que méconnaissance ou aveuglement volontaire de la part de nos élus ou de leurs conseillers. C'est inadmissible ! Pourtant, depuis plus de deux ans, je n'ai cessé de leur présenter dans plusieurs de mes chroniques l'alternative que prône notre *Centre international de recherche et d'éducation familiale*. Les ont-ils lues, intériorisées ? J'en doute fort !

En particulier, je comprends mal que notre ministre de l'Éducation puisse préférer s'inspirer de la philosophie de *l'Organisation mondiale de la Santé* (qu'il dit progressiste) plutôt qu'à la démarche préconisée par notre **CIREF** qui est facteur d'humanisation, de santé et d'économie. Monsieur Proulx ne reconnaît-il pas que **l'OMS** en proposant et en encourageant ladite santé « reproductrice », mais qui favorise la contraception, la stérilisation et l'avortement, et qui approuve l'idéologie du genre qui prône un nouvel ordre sexuel laissant croire qu'il revient à toute personne de déterminer son sexe, et cela quand elle le veut, **a perdu le sens sacré de l'être humain** ?

Depuis le tout début de son engagement dans le domaine de la politique, je faisais une grande confiance à Monsieur Proulx, mais aujourd'hui il me déçoit profondément. Il a non seulement fait fi de l'important partage de mes chroniques pouvant l'initier au processus de l'intégration de l'amour et de la sexualité de la naissance à la maturité, mais aussi par son refus, à deux reprises, de m'accorder un rendez-vous. Savait-il trop qu'au nom de notre CIREF, je réclamaï, depuis plus de deux ans, l'aide financière de notre gouvernement pour réaliser l'implantation du projet-pilote suivant :

La formation d'agents éducateurs des parents à une pédagogie de la démarche d'intégration de l'amour et de la sexualité, de la naissance à la maturité, dans 15 grandes régions du Québec.

En décrétant l'éducation sexuelle obligatoire en milieu scolaire, du primaire au secondaire, dès septembre 2018, notre gouvernement libéral du Québec y percevrait-il des avantages politiques le poussant à y injecter des millions sous prétexte de lutter contre le harcèlement et les agressions sexuelles ayant pour cause la non-éducation au processus d'intégration de l'amour et de la sexualité? Je n'y vois que de l'opportunisme et j'en suis profondément attristée.

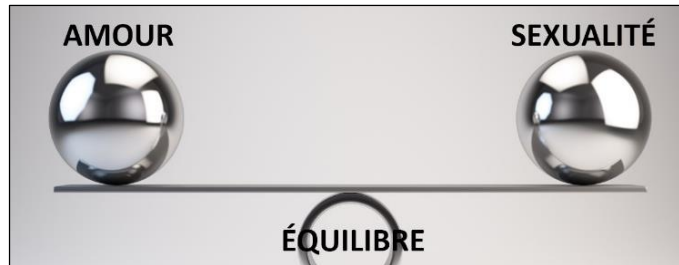
Une autre perspective d'éducation sexuelle en milieu scolaire... Pourquoi pas ? 30/12/2017

De l'article *Pour un programme efficace d'éducation à la sexualité*, signé Sara Mathieu-C., doctorante à l'Université de Montréal, paru dans le Journal le Devoir le 18 décembre 2017, deux phrases ont particulièrement attiré mon attention, au point de m'inciter à y apporter une réflexion. Les voici :

C'est rassurant, il semble maintenant y avoir un certain consensus quant à la nécessité de l'éducation à la sexualité à l'école. Toutefois, des perspectives s'affrontent quant au « comment faire » ?

Comme fondatrice et directrice du *Centre international de recherche et d'éducation familiale*, avec plusieurs de mes compatriotes, je reconnais la nécessité pour l'école de veiller au développement harmonieux de la sexualité des étudiants, car cela touche la structure profonde de leur être.

Mais, il faut y ajouter ceci : à la condition que les éducateurs ne se substituent pas aux **parents un jour, parents toujours**, mais, plutôt, qu'ils les soutiennent dans leur mission éducative de transmettre à leurs enfants **une authentique démarche d'intégration de l'amour et de la sexualité, de la naissance à la maturité**. Cela contribuera à les aider à bien se structurer et à se préparer sagement à la réussite, à l'âge adulte, d'un projet d'amour couple-famille. Tout jeune y aspire du fond de son être, si on sait lui venir en aide pertinemment, à chacune des étapes de sa croissance : enfance, adolescence et jeunesse.



Il me semble donc fort opportun d'affirmer que, selon moi, les affrontements de perspectives en milieu scolaire **cesseraient immédiatement** si les éducateurs découvraient **avec un préjugé favorable** le concept **amour et sexualité** intégrés. Cela leur révélerait leur rôle spécifique dans le partenariat parents-éducateurs, dans le domaine de l'éducation de deux réalités intimes vitales indissociables : **amour et sexualité**. Ils en arriveraient, j'ose le croire, à accepter les consignes essentielles de la réussite d'une démarche intérieure d'intégration de l'amour et de la sexualité amorcée—ou qui devrait l'être—dès la petite enfance dans le cadre de l'éducation familiale.

L'acceptation de ces consignes, il est vrai, demande une profonde conversion de la mentalité libertine et permissive de nos sociétés orientées par les slogans « **À chacun sa vérité ! Vivre et laisser vivre !** », qui trahissent la vérité objective de l'amour et de la sexualité. Et, avouons-le, qui ne profitent qu'aux exploités d'une sexualité en déséquilibre.

Notre *CIREF*, qui a pour rêve tenace de former des agents éducateurs des parents à la pédagogie d'une démarche d'intégration de l'amour et de la sexualité, ne saurait refuser cette formation à des éducateurs en milieu scolaire. Cela pourra se faire dans un avenir prochain selon leur choix du mode d'enseignement : en personne ou à distance.

Le milieu scolaire de notre Québec saura-t-il dire oui à une perspective d'éducation à l'amour et à la sexualité favorisant une authentique humanisation chez nos enfants et nos adolescents, préalable essentiel à leur équilibre, leur santé mentale, leur paix intérieure et leur bonheur durable ?

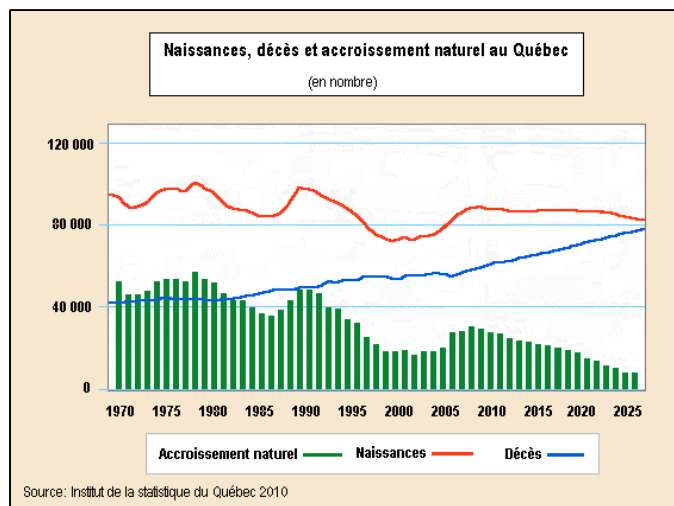
Que vienne ce temps où la conscience des hommes et des femmes, d'aujourd'hui et de demain, sera guidée non par des lois juridiques, mais par des lois du cœur. C'est mon vœu le plus cher pour l'année 2018.

La faible fécondité du couple au Québec examinée à la lumière de la mission de l'homme et de la femme 05/12/2017

En notre époque où la pénurie de main-d'œuvre se fait douloureusement ressentir en notre Québec, revient en force l'inquiétant sujet du manque d'enfants au sein de notre société. En effet, nos médias sociaux nous rappellent notre faible taux de fécondité qui est de 1,59 enfant ; ce qui est bien au-dessous du seuil du remplacement de la population qui demande 2,1 enfants. Il y a certes sujet à s'effrayer, pour notre présent et notre avenir social, même si notre population se dit favorable à l'accueil d'immigrants.

Face à cette grave situation, il est certainement normal de se poser la question : **Que faire ?** Cette question, n'aurions-nous pas, avant tout, à l'aborder à partir de la nature de la mission de l'homme et de la femme ? Il faut partir du fait que chacun de nous a reçu le don de la vie et, en retour, la responsabilité de la transmettre généreusement, avec sagesse et joie.

Transmettre la vie à un enfant, nul ne l'ignore, est un acte des plus engageants, qui exige le **don généreux de soi**. C'est évident, accueillir inconditionnellement un enfant, l'aimer avec tendresse et l'aider, tout au long de sa croissance, à s'humaniser



pour devenir ce qu'il est véritablement, ne va pas de soi. Cela exige une solide formation de tout l'être humain, transmise, avant tout, **à l'école de la vie familiale**.

En notre époque marquée par une grave crise de vie, où le rôle de la famille est largement décrié, où l'on veut envoyer toutes les mamans au travail à l'extérieur, où l'enfant est devenu sujet de l'État et non de ses parents et où tout projet politique respectueux de la dimension religieuse de l'être humain est prohibé, que faire ? Que réclamer de nos élus, comme **solution de base**, pour que la fécondité du couple — associée au droit d'éduquer ses enfants — soit reconnue comme une belle et nécessaire réalisation humaine, sociale et économique ?

Pour ma part, je ne vois rien de mieux que cette double proposition :

- Reconnaître que Dieu existe et qu'il veut le couple et la famille.
- Ressentir la nécessité de nous organiser socialement pour que la famille existe et s'épanouisse vraiment.

D'où la nécessité d'exiger de notre gouvernement les conditions essentielles pour que les parents puissent assumer leur mission éducative avec amour et compétence. Et si c'était vrai que tout le reste viendra par surcroît ?

La mission des sages-femmes n'est-elle pas de favoriser, en tout temps et en tout lieu, une merveilleuse démarche d'enfantement ? 07/11/2017

En notre ère singulière où bon nombre de femmes revendiquent avec force leur droit d'être respectées par tout homme, le fait que **certaines sages-femmes** de l'Ontario et d'ailleurs Canada réclament le pouvoir de prescrire la pilule abortive et d'utiliser des moyens chirurgicaux destructeurs de l'enfant qui se développe dans le sein maternel, me surprend et me chagrine beaucoup.

L'extension réclamée par des sages-femmes dudit « service » de l'avortement à celui de l'enfant à naître me semble un étrange **paradoxe** ! Alors que leur mission spécifique a partout et toujours été de favoriser chez les nouveaux parents **une démarche d'enfantement plus personnalisée**, avant, pendant et après la naissance de leur enfant. On se tournait vers une sage-femme pour que l'accouchement soit une expérience encore plus humaine et merveilleuse.

Étrangement, cette réclame d'un pouvoir mortifère pour des sages-femmes survient en une période de dénonciations généralisées d'inconduite sexuelle masculine. Il y a vraiment beaucoup à faire pour favoriser un **ample mouvement d'éducation des jeunes et des adultes** à deux concepts fondamentaux : **le respect de l'être humain et le développement du privé intime**.

Au plan sociétal, qu'aura valu l'injection de tant d'argent des contribuables distribué largement par nos gouvernements **pour prévenir les inconduites sexuelles masculines**, si nous, les femmes et les hommes, n'arrivons pas, avant tout, à développer un profond respect de l'enfant à naître ? Car nous ne pouvons ignorer que l'acte le plus violent de l'humanité est et sera toujours la destruction de l'être humain dans le sein maternel, un tout petit innocent et incapable de se défendre.

Que des sages-femmes veuillent, à la suite de bien d'autres, assurer cet acte le plus ignoble de nos sociétés, en prescrivant la pilule abortive et, éventuellement, en usant de moyens chirurgicaux mortifères, est surprenant, inconcevable,



inadmissible ! Pourquoi voudraient-elles entrer dans la mouvance de la culture de la mort, qui fait l'affaire des exploiters de personnes, de sociétés et de pays munis ou démunis ?

Les sages-femmes ont beaucoup mieux à offrir. Selon moi, elles ont à poursuivre le grand mouvement de la **culture de la vie** qui est la leur et à s'engager avec encore plus d'énergie à promouvoir le respect de

l'enfant à naître, dès sa conception, dans l'ensemble de nos sociétés.

Elles devraient aussi s'assurer d'élire des représentantes au niveau de leurs associations provinciales et nationales qui favorisent le rôle supporteur de la vie que jouent les sages-femmes.

Et, pourquoi ne deviendraient-elles pas d'importantes agentes éducatrices des parents appelés à transmettre à leurs enfants une solide éducation à l'amour et à la sexualité intégrés, de la naissance à la maturité, qui implique le développement courageux de leur privé intime, dès leur prime enfance.

Voilà ce que je souhaite de tout cœur aux sages-femmes appelées à cette heure décisive à offrir le meilleur d'elles-mêmes pour qu'advienne un monde meilleur où hommes et femmes deviendront plus aptes à un vivre respectueux et porteur de vie.

En cette période de dénonciations d'inconduite sexuelle au Québec, n'oublions pas le rôle des parents 23/10/2017

En la troisième semaine du mois d'octobre 2017, marquée par de nombreuses dénonciations d'inconduites sexuelles au Québec, les médias nous ont fait entendre, plusieurs fois, la rengaine : *Éducation à la sexualité en milieu scolaire de la maternelle au secondaire*.

Curieusement, les **parents** sont absents de cette proposition reliée à l'éducation sexuelle de leurs petits et de leurs ados. On fait comme si la famille n'existait pas ou, encore, qu'elle n'avait plus raison d'être comme la principale éducatrice de sa progéniture à deux des éléments essentiels d'humanité : **l'amour et la sexualité**, deux réalités fondamentales que nous ne devrions jamais dissocier si nous voulons véritablement faire œuvre d'éducation.

En entendant le refrain qui prône l'éducation à la sexualité en milieu scolaire, les paroles choquantes d'un conférencier me sont revenues à la mémoire avec force. Elles furent prononcées en 1986, lors d'un Symposium sur l'éducation sexuelle tenu à Liverpool (citées par Valerie Riches, *Sex & Social Engineering*, Family Education Trust, 1994).

Si nous ne réussissons pas à nous infiltrer dans le domaine de l'éducation sexuelle, les enfants suivront tout simplement le comportement moral des parents.

Un mépris inadmissible des parents

Quel grave mépris des parents qui reconnaissent leur importante mission éducative auprès de leurs petits, ados et jeunes adultes ! C'est inadmissible ! Les parents ont le droit et le devoir d'aider leurs enfants à intérioriser cette noble et dynamique vérité : l'homme et la femme sont, dans le plan de Dieu, deux êtres égaux complémentaires, appelés au don de soi dans le mariage et au service de la vie et de l'amour.

Une philosophie destructrice de la famille, par le moyen d'une pseudo éducation sexuelle en milieu scolaire continue de se répandre sur la planète comme une traînée de poudre, entraînant de nombreux jeunes vers une **sexualité précoce et sans équilibre**. Cela entraîne de graves conséquences, à un âge où ils ont à consolider leur identité sexuelle, à accueillir avec reconnaissance le don de leur fertilité et à s'ouvrir lentement et avec respect à la richesse de la complémentarité des sexes.

Dérapage dans la majorité de nos écoles

Depuis les années 1980, nos écoles du Québec ont-elles su résister au dérapage de la philosophie antifamiliale véhiculée par le moyen d'une pseudo éducation sexuelle en milieu scolaire, et dont les trois thèmes majeurs répétitifs, tout au long du secondaire, furent : la contraception, les diverses orientations sexuelles, les ITS ?

Hélas, non ! Malgré une forte opposition de parents québécois avisés, le 1^{er} juillet 1988, le Ministère de l'Éducation imposa *officiellement l'éducation sexuelle pour tous*, présentée comme une soi-disant formation et information pour les élèves de niveaux primaire et secondaire. Seules quelques rares maisons d'enseignement privées ont refusé de s'y soumettre, en affirmant que cet enseignement ne convenait pas à leurs élèves.

Quel en fut le résultat de ce programme d'éducation sexuelle ? **Un cuisant échec !** Pour le confirmer, qu'il me suffise, ici, de rappeler le témoignage, répété d'année en année, des nombreux élèves de milieu collégial à qui, pendant dix ans, j'ai enseigné le cours : ***Fécondité, santé, autonomie*** :

Pourquoi, au niveau secondaire, nous a-t-on parlé que de contraception, des diverses orientations sexuelles et des ITS, au lieu de nous apprendre à assumer notre sexualité devenue fertile ? Aujourd'hui, nous avons à nous reconstruire d'A à Z. Ce qui n'est pas facile.

La réponse que j'apportais à mes élèves, je la résume ainsi : Des promoteurs, des pseudo programmeurs et des éducateurs de ladite *éducation à la sexualité* ont refusé de reconnaître que la sexualité et l'amour sont deux réalités vitales **inséparables** que tout être humain a la tâche d'assumer par un **processus intérieur continu d'intégration**.

Une éducation à la sexualité par des sexologues ?

Dans le refrain : *Éducation à la sexualité en milieu scolaire, de la maternelle au secondaire*, il est fréquent qu'on y ajoute, sans se gêner, que l'éducation à la sexualité est l'affaire ni des parents ni des éducateurs du milieu scolaire : mais plutôt **l'affaire des sexologues**. C'est bien ce que Madame Jocelyne Robert, l'une des sexologues les plus engagées dans la lutte en faveur de ladite éducation *scientifique* à la sexualité en milieu scolaire, nous a fait entendre ces jours-ci. Reconnaissons son manque de respect des parents !

Ses paroles prononcées, au cours des ans : « Le condom est le plus grand ami des jeunes ! » « C'est un



message de respect que d'insister auprès des jeunes pour qu'ils utilisent la contraception», et la perle : « L'avortement peut être un geste sacré », ne nous démontrent-elles pas que l'enseignement qu'elle veut imposer à nos enfants et à nos ados ne correspond pas aux valeurs des parents croyants, de la majorité des parents tout court ? Nous sommes en présence de deux conceptions opposées de la sexualité.

Aujourd'hui, nous avons à le reconnaître : la pseudo éducation sexuelle qui a été offerte officiellement à nos jeunes de 1988 à 2002, dans la plupart de nos écoles de notre Québec, sous le prétexte qu'on devait respecter les exigences du Ministère de l'Éducation, est **le plus grand viol commis au sein de notre société**. Il a violé l'âme, le cœur et le corps de plusieurs générations de jeunes. Le moment ne serait-il pas venu, plus que jamais, de rompre notre silence pour dénoncer ce viol ?

Revenir aux parents

En cette période de dénonciations d'inconduite sexuelle au Québec, nous entendons nombre de Québécois et de Québécoises exprimer le souhait d'un véritable changement de mentalité dans nos rapports hommes-femmes. Pour que ce souhait se réalise effectivement, n'avons-nous pas, avant tout, à compter sur la famille, le lieu du premier accueil de l'enfant, du développement de son identité sexuelle et de son auto-formation à l'amour et à la sexualité, selon les valeurs les plus profondes ?

Ici, je ne saurais taire **ma grande joie** d'avoir entendu à Radio-Canada au cours de cette semaine Madame Tasha Kheiriddin, journaliste commentatrice, affirmer haut et fort, que la responsabilité de l'éducation sexuelle des enfants et des adolescents **revient aux parents et non à l'école**. Un grand merci à Madame Kheiriddin !

Oui, il nous faut revenir aux parents dont la mission est de favoriser chez leurs enfants l'apprentissage continu de l'intégration de l'amour et de la sexualité, **il n'y a pas d'autre chemin pour favoriser chez tout être humain, de sa naissance à la maturité, une affectivité et une sexualité en équilibre**. Certes, il nous faudra outiller les parents. C'est ce que désire tant faire notre *Centre international de recherche d'éducation familiale (CIREF)* avec l'aide de nos élus qui tarde à venir. Et, encore, il nous faudra réclamer que l'ensemble des éducateurs découvrent ce processus d'intégration de l'amour et de la sexualité qui leur permettra, dans un partenariat famille-école, de soutenir efficacement leurs élèves engagés sur la voie de la maturité affective et sexuelle.

Voilà le premier pas que je souhaite de tout cœur se voir réaliser, suite à la troisième semaine d'octobre 2017, où nous sommes tous et toutes interpellé(e)s à assumer avec sagesse notre manière d'être et d'aimer.

Les parents qui dérangent ne méritent-ils pas d'être davantage respectés et écoutés ? 10/10/2017

À la lecture de l'article *Un vaccin qui suscite des craintes — Le MSSS vise à traiter 90 % des enfants de la quatrième année*, signé Caroline St-Pierre, paru dans le Journal Le Devoir du 25 septembre 2017, il apparaît que pour le ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec, c'est une chose fort regrettable que des parents refusent de consentir au programme de vaccination contre le virus du papillome humain (VPH), pour leurs jeunes enfants, filles et garçons de 9-10 ans, afin de « prévenir » chez la femme le cancer du col de l'utérus.

Mais pourquoi donc ce regret du MSSS face à des parents qui sont en accord avec la première partie de la citation du D^r Eduardo Franco, directeur du département d'oncologie de l'université McGill, cité par l'auteure, dans le dernier paragraphe de son article : « **Tout ce qui touche à la santé publique a des effets secondaires. Il n'y a pas de vaccin parfaitement sécuritaire...** »

Cette citation contredit franchement l'affirmation rapportée par l'auteure plus haut dans l'article : « **Le comité consultatif mondial de la sécurité vaccinale de l'Organisation mondiale de la santé a réitéré, au cours de l'été (2017) que le vaccin anti-VPH est "extrêmement sûr"** ». N'y aurait-il pas, ici, de quoi nous permettre de mettre en question la responsabilité de cet organisme international relativement à la promotion de ce vaccin, plus encore, de la véritable santé génésique des femmes et même des hommes ?

Pourquoi donc ce regret du MSSS face à des parents qui savent pertinemment que la véritable prévention du cancer du col de l'utérus — ayant pour cause une infection transmise sexuellement, lors de relations sexuelles avec une personne infectée — ne se trouve pas dans la dépendance sur un moyen pharmaceutique auquel des scientifiques reconnaissent de graves effets secondaires indésirables, mais bien dans la transmission à leurs enfants, de la naissance à la maturité, d'une **éducation à l'amour et à la sexualité intégrés ?**

S'il est vrai qu'au long des âges, des vaccins ont été et continuent d'être précieux pour prévenir de graves maladies, de graves épidémies, des parents avertis n'ont-ils pas raison de croire qu'en acceptant le **vaccin anti-VPH** (dont le but est de réduire les conséquences d'une inconduite sexuelle et non d'une maladie) chez leurs enfants, loin d'assumer leur responsabilité éducative auprès d'eux, ils risquent de les pousser peu à peu sur la pente glissante d'une vie affective et sexuelle non assumée ?

Ces jours-ci, quelle fut grande ma joie de prendre connaissance de l'article de Mesdames Geneviève Rail, Luisa Molino et Abby Lippman, chercheuses à l'Université Concordia et chercheuse et professeure émérite à l'Université McGill qui, le 5 octobre 2015, présentèrent dans le Devoir un article scientifique des plus pertinents sous le titre : *Appel urgent à un moratoire sur la vaccination contre le VPH*. En effet, non seulement, elles confirment mon information reçue au cours de

l'année 2014, mais elles la complètent. Je souhaiterais que leur message soit largement diffusé. Un merci de tout cœur à ces trois braves femmes qui n'ont pas craint de partager leur savoir !

Forte de cet article, ma pensée se dirige, aujourd'hui, vers le Professeur Henri Joyeux, ex-cancérologue et chirurgien français, mondialement reconnu, qui, déçu du Haut Conseil de Santé publique, fit circuler, en 2014, ce redoutable message : *Non à la vaccination massive des enfants contre les papillomavirus*. Pour ce courageux message, cet homme, auteur et conférencier, véritable humaniste respectueux et soucieux de la famille en santé affective et sexuelle, fut **radié** par l'Ordre des médecins de sa région.



Ce prix à payer abusif serait-il le fruit de l'influence du lobby des labos pharmaceutiques internationaux et de nombreux manipulateurs en perte de la véritable signification de la personne humaine capable de prendre sa vie en main pour l'assumer adéquatement ?

Au Québec, continuerons-nous encore longtemps à dépenser dans le milieu de la Santé des sommes astronomiques sur des solutions techniques plutôt que sur les solutions éducatives dont ont tant besoin nos enfants et nos jeunes pour s'accomplir ? Finalement, continuerons-nous encore longtemps à mépriser les parents qui dérangent, mais qui mériteraient d'être davantage écoutés et respectés en tout ce qui regarde le présent et l'avenir de la santé affective et sexuelle de leurs enfants ?

Pour qu'advienne un tel coup de barre, il est nécessaire que les parents, les éducateurs, les véritables humanistes et scientifiques, etc. fassent entendre leur voix.

Un beau et grand défi à relever, en notre temps !

Une aide financière à la femme au foyer, pourquoi pas ? 20/09/2017

Qu'en notre ère de constants plaidoyers pour la promotion de la femme par le travail à l'extérieur, la CAQ propose offrir une aide financière à la femme au foyer, ayant des enfants de moins de quatre ans, comme l'aurait souhaité l'ADQ, il y a quinze ans. Si cette proposition me surprend, il est aussi vrai que qu'elle me réjouit beaucoup. Pourquoi ?

Parce que la plus noble des carrières est celle qui comble, tôt ou tard, le cœur de la majorité des femmes : celle d'être maman, en assumant la vocation inscrite dans son être féminin.

Deuxième raison : au cours de sa prime enfance — la période de 0 à 6 ans — tout enfant a le droit d'avoir une maman qui, dans la tendresse et le dépassement de soi, accepte généreusement de lui offrir le climat de tendresse et d'intimité dont il a besoin, au fil du quotidien. C'est ainsi qu'à cet âge malléable il pourra se reconnaître comme étant un être aimé et il pourra apprendre à construire harmonieusement la base de sa personnalité.



Loin de moi l'idée que les pères n'aient pas une importante responsabilité à assumer dans le soin et l'éducation de leurs enfants. Cette responsabilité de l'homme doit généralement tendre à être complémentaire à celle de leur conjointe, dans le plan de la création qui ordonne à tout parent aimant et

responsable d'assumer sa mission spécifique.

Offrir une aide financière à la femme faisant le choix d'œuvrer en son foyer plutôt qu'à l'extérieur, ne serait-ce pas réaffirmer que la famille existe et existera toujours et qu'elle est en droit — en toute justice — d'être reconnue et d'être appuyée par nos gouvernements successifs afin de combler les réels besoins de ses membres ?

Ce serait, tant au Québec que sur l'ensemble de la planète, favoriser l'authentique promotion de la femme et de l'homme — sans oublier leurs enfants — et ainsi assurer le véritable progrès de notre société ?

Ne fermons pas nos yeux et notre cœur devant les enfants de plus en plus nombreux en quête d'une aide psychologique, faute d'avoir fait l'expérience d'une petite enfance heureuse, en présence de leur maman, soutenue par un papa aimant et responsable.

Voilà les réflexions qui me viennent à la lecture de l'article de M. Michel David ayant pour titre : *Pour une poignée de votes, Le Devoir, 26 septembre 2017.*

« **Caroline, que tu es chanceuse d'être encore en pyjamas !** » 06/06/2017

À l'heure où bientôt tous les enfants de quatre ans de milieux défavorisés seront appelés à fréquenter la maternelle à temps plein, pour, dit-on, réduire l'écart de leur réussite scolaire en comparaison avec celle des enfants ayant fréquenté un Centre de la petite enfance ou une garderie, afin de faire l'apprentissage des lettres, de leur apprendre à jouer et, pour certains, de les initier tôt à la musique, etc., je persiste à poser cette question :

Nos élus et l'ensemble de leurs supporteurs engagés sur la voie de l'implantation de la maternelle de quatre ans à plein temps pour tous les enfants de milieux défavorisés en seraient-ils venus, sous l'influence de notre société de la surconsommation et de l'égalité homme-femme mal comprise, car dissocié du concept de la complémentarité, à méconnaître ou à faire fi des réels besoins des enfants lors de leur première enfance ?

Ce dont tout enfant de quatre ans a réellement besoin m'a été agréablement confirmé par une jardinière d'enfants (comme on le disait dans les années 80) qui avait instauré un enseignement maison à six ou huit petits de quatre ans dans l'une des régions pauvres des Laurentides. Habitant dans l'une des régions ciblées et étant disponible, en tant que maman qui enseignait en milieu collégial 15 heures par semaine, à les accueillir toutes les six semaines, j'y ai inscrit ma petite dernière. C'est ce qui m'a permis, un certain jour, d'entendre ceci : « **Caroline, que tu es chanceuse d'être encore en pyjamas !** »

J'ai retenu cette belle phrase inattendue et je ne cesse pas de croire qu'elle avait raison cette aimable jardinière de dire, haut et fort, ce que plusieurs pensent tout bas ! Oui, cette jeune maman qui venait de déposer son propre enfant de deux ans dans une garderie, avant d'offrir à 10 h son enseignement à « d'autres enfants que la sienne » me l'avait chuchoté à l'oreille.

En notre ère de la conciliation famille-travail, bien que l'on doive se réjouir que de nombreux papas s'engagent davantage dans le soin de leurs petits, ces mots n'évoquent-ils pas, encore aujourd'hui, dans le cœur de plusieurs parents, la conduite insouciante et spontanée de l'enfant d'autrefois, au cours de sa petite enfance ? Le jeune enfant pouvait dormir selon son propre rythme, sans horaire et en toute simplicité, il pouvait s'appliquer à ses jeux en toute liberté et paix. Cela lui permettait, par choix naturel, de copier ce qu'il voyait et absorbait goutte à goutte, au fil du quotidien, au sein de sa famille.

Ces mots ne signifient-ils pas aussi, particulièrement pour les parents qui ont opté pour la philosophie de la lenteur et de la profondeur, la nécessaire **initiation à la vie familiale** qu'ils ont le droit et la responsabilité d'offrir à leurs enfants au cours de leur petite enfance afin qu'ils s'éduquent aux éléments essentiels de la vie ?

Pour moi, ces mots prononcés, à une enfant de quatre ans, sont loin d'être banals : ils sont *pleins de vie là-dedans*. Forte de cette conviction, je tiens à les répéter pour le bien et l'avenir de nos enfants, pour l'authentique progrès de l'humanité tout entière, où nos sociétés ont tant à faire pour que s'achève la grave crise de la violence engagée dès la conception de l'enfant. Et pour que vienne, au plus tôt, une véritable **culture de respect et d'amour de l'enfant**.

Finalement, qu'il me soit permis d'ajouter ceci : **Le véritable terreau des enfants, c'est leur foyer et non pas l'école**, comme plusieurs voudraient nous le laisser croire aujourd'hui. Il faut assurément que l'on puisse aider les parents et les futurs parents à approfondir leur irremplaçable mission et à apprendre à l'assumer généreusement, avec joie et compétence.

Que servirait tant d'efforts et d'argent mis au service de la réussite éducative de nos enfants et ados en milieu scolaire, si nous négligeons de répondre aux réels besoins des **parents un jour, parents toujours**, en quête d'un solide savoir pour éduquer et soutenir leurs enfants dans leur cheminement continu en vue de la réussite de leur vie ?

La raison CIREF est de les outiller en vue de cette mission. Puissent nos élus présents et futurs m'entendre et nous accorder le financement nécessaire pour assumer notre rôle d'éducation auprès des parents et de leurs associés.



Il nous faut une éducation à l'amour et à la sexualité intégrés transmise par les parents et soutenue par les éducateurs 07/04/2017

Suite à la parution de deux articles du journal Le Devoir, consacrés à l'éducation sexuelle en milieu scolaire, l'un, le 11 avril et l'autre, les 15-16 avril 2017, je me réjouis qu'on ait pu y lire que les écoles ne seront pas préparées à enseigner **l'éducation à la vie sexuelle** à nos enfants et à nos adolescents dès septembre prochain. Je me réjouis qu'on ait pu y lire au tout début cette phrase lapidaire : « **L'éducation sexuelle rend tout le monde mal à l'aise.** » C'est ce que je constate depuis fort longtemps.

En effet, plusieurs parents condamnent l'enseignement de la sexualité en milieu scolaire. Pourquoi ? Pour une raison évidente et contraignante : ce sont eux qui ont donné la vie à leurs enfants et c'est à eux que revient la **responsabilité de droit** de leur apprendre, selon leurs valeurs, **individuellement, au moment opportun et dans le climat intime de leur foyer**, à devenir des êtres affectivement et sexuellement équilibrés. Comme on ne tient pas compte des droits et valeurs des parents, on peut comprendre que *l'enthousiasme se fasse rare* pour un enseignement sexuel de nos enfants et de nos adolescents en milieu scolaire.

S'éduquer à l'amour et à la sexualité (deux réalités indissociables), c'est la tâche humaine et spirituelle primordiale de tout être humain appelé à s'humaniser en devenant respectueux et aimant. Pour y parvenir, il a besoin de bons exemples, de réponses adéquates à ses questions intimes et d'un soutien continu de ses parents un jour, parents toujours.

Il est vrai que plusieurs parents ne sont pas préparés à assumer cette mission éducative. Que faire ? Réaffirmer que l'école assumera cette tâche ? Non ! Ce serait substituer l'État aux parents et prolonger ainsi le cycle de parents non compétents dans le domaine spécifique de l'éducation affective et sexuelle de leurs enfants. C'est inacceptable ! La solution est ailleurs ! Les parents ont besoin d'être formés à un processus d'éducation qui leur permettra de favoriser chez leurs enfants la capacité d'assumer la tâche qui leur revient, à chacune des étapes de leur croissance.

Pour relever ce défi, le *Centre international de recherche et d'éducation familiale* (CIREF) continue de proposer l'adoption d'un projet pilote au cours des deux prochaines années, dans 15 grandes régions du Québec : **La formation d'agents éducateurs des parents à une pédagogie de la démarche d'intégration de l'amour et de la sexualité, de la naissance à la maturité.**

Cela, sans négliger tous les éducateurs appelés à travailler en collaboration avec les parents pour le développement intégral et la santé de leurs enfants.

Serons-nous bientôt entendus ? C'est notre ardent désir pour que la majorité des parents puissent remplir avec succès une de leurs plus belles tâches parentales, ce qui contribuera largement à renforcer le lien sacré parent-enfant et à promouvoir une formation plus adéquate pour les parents de demain.

Le réel besoin des filles et des femmes des psys du Sud (Lettre ouverte à Madame Marie-Claude Bibeau Ministre canadienne du Développement international) 09/02/2017

Permettez-moi, Madame Bibeau, de vous partager quatre expériences vécues dans des territoires d'Afrique qui vous démontreront ce dont, à mon avis, ont véritablement besoin les populations des pays du Tiers-Monde, pour favoriser chez les filles et les femmes la santé sexuelle et reproductrice.

Voici la première : En 2002, alors que, dans une grande salle d'un hôpital en Afrique équatoriale, je traitais du thème : *L'approche naturelle de la fécondité des couples, la favorisons-nous en milieu de santé?* un professionnel, engagé à promouvoir la santé maternelle et reproductrice (=contraception, stérilisation et avortement) remet en cause la base scientifique des deux méthodes naturelles de régulation des naissances : la méthode sympto-thermique et la méthode de la glaire cervicale (Billings) dont je leur parlais. Elles sont reconnues « remarquablement efficace » tant par les Nations Unies que l'OMS. Heureusement, je disposais d'importantes statistiques comme preuves à l'appui pour l'éclairer, lui et probablement plusieurs autres.

Trois jours plus tard : surprise ! Ce dernier me rendit visite, accompagné par deux collègues — une femme et un homme — qui ensemble me réclamèrent de revenir en leur pays pour leur enseigner *La pédagogie de la démarche d'intégration de l'amour et de la sexualité, de la naissance à la maturité, élaborée et offerte par notre Centre international de recherche et d'éducation familiale (CIREF)*. De plus, les trois me supplièrent de leur favoriser l'implantation d'un centre en lien avec le nôtre. Ce qui, malheureusement, ne fut réalisé, faute d'argent, tant de notre gouvernement fédéral que de nos philanthropes. Ni notre philosophie ni nos objectifs ne correspondaient aux leurs et ils ont tant de demandes...

En 2003, grande fut ma joie de lire ce qui suit de cet éducateur en santé :

Comme vous pouvez le constater, j'ai eu à écouter les adolescents dans l'aurore de la vie pour les aider à se préparer un crépuscule tout aussi beau en leur faisant découvrir que dans la foi catholique, la santé reproductrice est un capital qu'ils ne peuvent dilapider. Tous sont appelés à veiller à bien la conserver. Il est important que les adolescents et les jeunes résistent à la pente facile et attirante des plaisirs réels mais éphémères qui peuvent, s'ils ne s'y abstiennent pas, les empêcher d'atteindre les joies les plus hautes et les plus durables...

En 2009, cette fois, dans un autre territoire de l'Afrique, une autre personne me dit :

Proposer la contraception, la stérilisation et même l'avortement auprès des femmes de mon pays, ça les déprime beaucoup. Elles sont très mal à l'aise avec cela. Ce qui est vrai aussi pour moi. De plus, ça me fait perdre le goût de mon travail. Vraiment, je préfère beaucoup plus votre

enseignement qui est une véritable œuvre d'éducation, alors que la mienne ne l'est plus.

Encore en 2009, alors qu'un confrère et moi animions un Séminaire dans une commune d'un troisième territoire de l'Afrique, ayant pour thème : **Égalité homme femme dans la complémentarité**, et que j'avais souligné les moyens naturels (de santé et de gestion de la fécondité), on me fit ce reproche : « Pourquoi, Madame Solange, n'avez-vous pas pris deux jours de plus pour nous les faire bien connaître ? »

Finalement, toujours en 2009, un bon ami de Boma (RDC) m'écrivait ceci :

Comme parents, éducateurs et personnel de la santé, les mamans de Boma veulent apporter leur soutien au CIREF, en leur qualité de principaux acteurs dans ce domaine précis de l'éducation de leurs enfants à l'amour et à la sexualité par la démarche d'intégration qui est la spécificité de votre Centre. Elles ont préparé un Mémoire qu'elles sont prêtes à soumettre à qui de droit.

Voilà ces exemples parmi tant d'autres vécus dans sept pays d'Afrique qui m'ont démontré que ce que les femmes et les hommes (y compris de nombreux jeunes) des pays du Sud attendent de l'Occident – surtout si on leur offre la possibilité de les introduire à la démarche d'intégration de l'amour et de la sexualité — **ce n'est pas la contraception et l'avortement, mais une éducation** qui respecte leur personne intégrale (physique, psychique, sociale et spirituelle). On ne peut oublier qu'ils/elles ont encore, dans leur cœur, une conscience éveillée aux préceptes divins.

À leurs yeux, plusieurs parmi nous, en Occident, avons perdu le sens de l'ordre du monde pour l'humanité voulu pour notre bonheur. Et, en leur imposant la contraception et l'avortement comme condition d'aide matérielle, nous les amenons à perdre la voix de leur conscience qui leur dit : **Respecte la vie !** Pour eux, une IVG n'est pas seulement l'arrêt de la grossesse, comme on voudrait leur laisser croire, elle est aussi un meurtre d'un enfant non né. Ce qui est en dehors du plan de Dieu. Et pour eux, qui connaissent et aiment Dieu, c'est inacceptable !

Madame Bibeau, ignorez-vous ou auriez-vous oublié ceci : Mère Teresa a affirmé que son Programme de « Planification naturelle de la famille » a empêché plus de 1,1 million de naissances non désirées dans les contrées surpeuplées de Calcutta, au cours de onze ans.

Cela dit, que ne pourrions-nous pas réussir avec les 20 millions de dollars du Canada — que vous dites ***n'être qu'une première étape*** — ou encore les 650 millions de dollars sur trois ans au lieu de vouloir contrer les effets du désengagement américain en matière de « santé » maternelle **et des soi-disant droits des femmes à l'avortement à travers le monde**. Cela, depuis que *le président des États-Unis, Monsieur Donald Trump, a interdit aux organismes d'aide humanitaires*

financés par les États-Unis de pratiquer des avortements ou même de parler d'avortement à l'étranger ?

Pourquoi ne pas consacrer cet argent à la promotion de l'écologie humaine et du développement du sens éthique qui nous appelle toutes et tous au respect de soi et d'autrui ? Cela permettrait d'humaniser davantage hommes et femmes, de les aider à vivre en santé, et à accueillir les enfants avec plus de discernement.

Voilà ce que je ne peux vous taire, pour le bien et le bonheur des femmes et des hommes des pays du Sud, pour lesquels je désire de tout cœur une véritable santé reproductive et sexuelle.

Apprendre à être et à aimer 28/02/2017

Selon Madame Maryam Monsef, ministre fédérale de la Condition féminine, qui s'est exprimée à la Presse canadienne le 16 février 2017, « **tout obstacle à l'avortement est une violence** ». D'où son affirmation au cours de son entretien : « **Les droits reproductifs au Canada et dans le monde sont cruciaux pour faire avancer l'égalité des sexes et l'émancipation des femmes.** »

C'est désolant que mes taxes, nos taxes, servent à financer des pratiques soi-disant médicales qui présentent une idéologie antinataliste comme une voie de santé et d'émancipation pour les femmes canadiennes et celles des pays du Sud que notre gouvernement fédéral prétend aider.

Il est irrecevable que la ministre de la Condition féminine exprime haut et fort une idéologie aux antipodes du christianisme et qu'elle cherche à l'imposer au Canada et ailleurs dans le monde. Libre à elle de faire le choix de son mode de vie, mais, je l'en prie, qu'elle ne vienne pas la prescrire tant au Canada qu'ailleurs.

À mon avis, c'est cela qui serait la réelle violence à condamner, car pour nous, chrétiens, le précepte : **Ne tue pas !** (Respecte la vie) est et sera toujours, une des premières lois de la vie favorisant notre humanité. C'est une de nos grandes valeurs.

De plus, il est inacceptable que la ministre de la Condition féminine fasse fi d'importantes recherches scientifiques démontrant des graves enjeux du non-respect du corps féminin.

Relativement à la contraception, j'invite madame Maryam Monsef à intérioriser ce qu'ont écrit en 2013 le Professeur Henri Joyeux et madame Dominique Vialard dans leur volume *La pilule contraceptive*, préfacé par le professeur Luc Montagnier, prix Nobel de médecine, et le docteur Ellen Grant, gynécologue et pionnière de la pilule, dans lequel les auteurs expriment ceci :

Savez-vous que les hormones de synthèse sont au cancer du sein ce que l'amiante est au cancer de la plèvre ? En 1975, on découvrait 7000 cas de nouveaux cancers du sein par an en France. En 2013, nous approchons des 60 000 cas, et chez des femmes de plus en plus jeunes.

Allons plus loin ! En notre époque, pourquoi, nous, femmes, aurions-nous à nous émanciper en faisant fi de notre nature profonde, en rejetant l'enfant qui se développe en notre corps, en fuyant les valeurs conjugales et familiales si fondamentales à l'humanisation de tout être humain.

À mon avis, une authentique relation homme-femme égalitaire et une authentique libération féminine — auxquelles la plupart d'entre nous aspirons du plus profond de notre cœur — ne se réalisera que si, hommes et femmes, nous en arrivons à accueillir et à promouvoir dans nos sociétés contemporaines la culture de l'amour et de la sexualité intégrés. Cela exige pour l'enfant, l'ado et le jeune adulte de bénéficier de l'apprentissage continu d'une démarche d'intégration de l'amour et

de la sexualité, transmise de façon personnalisée et au moment opportun, par leurs parents adéquatement formés.

Pour relever ce défi, il est nécessaire que la société préconise cette démarche éducationnelle. Cela sera possible si nous favorisons chez l'ensemble de la population, une conscience éveillée

- à ce que signifie devenir un être équilibré affectivement et sexuellement ;
- au besoin et au **droit des filles et des garçons** de faire respecter leur intégrité sexuelle, d'apprendre à assumer leur être sexué féminin ou masculin et d'aimer et respecter toute personne dès sa conception ;
- à la responsabilité en **droit des parents** d'aider leurs enfants, leurs ados et leurs jeunes adultes à s'accomplir selon leur propre nature, pour qu'ils développent une sexualité équilibrée, facteur de santé ;
- à la nécessité de former des agents éducateurs des parents qui leur enseigneront une démarche intérieure d'intégration de l'amour et de sexualité, pour que ces derniers la transmettent à leurs enfants ;
- à l'urgence de nos divers leaders de s'engager résolument à soutenir les parents un jour, parents toujours dans leur responsabilité de droit d'aider leurs enfants, ados et jeunes adultes à assumer avec courage et joie la tâche humaine et spirituelle primordiale : devenir des êtres affectivement et sexuellement harmonieux.

Comme résultat, n'avons-nous pas à prévoir que non seulement il y aura une augmentation de la qualité de la vie conjugale et familiale, mais aussi une guérison de l'amour conjugal et parental chez plusieurs. Et, par ricochet, une augmentation du nombre d'enfants, d'adolescents et de jeunes adultes s'acheminant avec maturité et liberté sur la route de la vie et de l'éternité.

Et qui sait, peut-être contribuera-t-elle, tôt ou tard, à augmenter le courage de la recherche de la vérité dans la vie publique, de sorte que cesse les refus systématiques de projets reliés à la famille soumis à nos gouvernements qui ont l'humanisme chrétien comme orientation philosophique.

Je souhaite que ma réflexion puisse être connue, comprise et accueillie, non seulement par madame Maryam Monsef et madame Marie-Claude Bibeau, mais aussi par les divers leaders de nos sociétés, afin qu'advienne un monde plus beau, meilleur et en santé.

Un Centre international de recherche et d'éducation familiale pour notre temps ! 10/01/2017

Au cours des années 1990, époque où déjà notre société vivait une confusion sans précédent relativement à la famille – lieu où naissent et où se vivent les grandes réalités de la vie humaine - un appel intérieur me pousse à venir en aide aux parents pour les soutenir dans leur rôle irremplaçable auprès de leurs enfants, de la conception à la maturité. Ce fut l'élément déclencheur qui m'amena, avec la collaboration de cinq requérants, à fonder le *Centre de recherche et d'éducation à la vie familiale* (le CRÉVF), reconnu officiellement organisme sans but lucratif par le gouvernement du Québec, le 24 novembre 1997. Sur la demande de quelques personnalités africaines, le 6 janvier 2014, ce dernier changea son nom pour Centre international de recherche et d'éducation familiale (CIREF).

Concrètement, notre CIREF vise à transmettre aux parents une **démarche d'intégration de l'amour et à la sexualité, de la naissance à la maturité** pour, qu'à leur tour, ils la transmettent à leurs enfants avec assurance. Eux qui ont le besoin et le droit d'apprendre de leurs *parents un jour, parents toujours* à devenir des êtres affectivement et sexuellement harmonieux. (Est harmonieux – dans la logique chrétienne - tout comportement qui respecte l'orientation fondamentale de sa vie inscrite dans sa personne et voulu par Dieu.) Ce qui les aidera à assumer avec courage et joie leur première tâche humaine et spirituelle.

Notre pédagogie, à la lumière du concept santé – enseignée dans une approche intime et au moment opportun – s'adresse à l'esprit, au cœur et à l'âme de l'être humain. Elle se fait à partir de la vérité de son être corporel et spirituel, de l'affirmation de sa dignité d'enfant de Dieu et de son appel à aimer de façon ordonnée. Ce qui ne court pas les rues.

C'est bien ce qu'a reconnu la regrettée Sr Janine Montour, s.c.o., de Trois-Rivières, qui lors du Congrès eucharistique à Québec, en 2008, m'exprimait avec tendresse :

Solange, dans peu de temps, le Québec aura besoin de votre CRÉVF, car vous êtes le seul organisme qui a développé la base d'une véritable éducation à l'amour et à la sexualité et qui l'enseigne dans un processus continu et dans une vision intégrale de la personne. Garde confiance !

Qui a approfondi le programme actuel du projet pilote d'éducation à la sexualité destinés à quinze écoles du Québec au niveau préscolaire, primaire et secondaire, qui est dissocié des concepts amour et intégrité, qui fait fi des parents, de la période de la latence de l'enfance, de l'acte sexuel vécu dans le mariage, et quoi encore, ne saurait contester l'affirmation ci-haut.

Guider et soutenir son enfant, de la petite enfance à la maturité, dans son apprentissage d'intégration de l'amour et de la sexualité et, par-là, favoriser l'unité intérieure de sa personne, est un défi de taille. Et pour un grand nombre de parents

et d'éducateurs, car, ils ont été entraînés sur une voie contraire. Cette situation ne saurait se poursuivre en notre Québec si nous voulons réellement que s'achève la présente révolution sexuelle qui cause tant d'enjeux.

Face à cette situation, notre CIREF ne peut baisser les bras, ni garder silence. D'où notre proposition depuis plus d'un an de favoriser avec l'aide de notre gouvernement un projet pilote alternatif dans quinze régions du Québec ayant pour but la formation d'agents éducateurs des parents à la démarche d'intégration de l'amour et de la sexualité. Mais la réponse gouvernementale ne cesse de se faire attendre. Et le temps passe.

Aux membres de La Vie Montante de l'ensemble du Québec qui entendraient l'appel intérieur à collaborer avec notre CIREF pour faire naître ce beau et grand projet au service des **parents un jour, parents toujours**, j'ose vous dire : « S'il vous plaît, ne vous dérobez pas ! Nous avons besoin de vous ! Ensemble, nous réussirons à faire advenir une nouvelle culture : **La culture de l'amour et de la sexualité intégrées. Pour notre temps !** »

Madame Pauline Marois, avez-vous vraiment travaillé dans le seul intérêt des enfants en implantant le réseau public des garderies ? 13/12/2016

Madame Marois, votre propos recueilli par Monsieur Jean-François Nadeau : *Le regard inquiet de la mère des CPE*, paru dans le journal *Le Devoir* du 25 novembre 2016, ne saurait me laisser indifférente après avoir lu et relu deux articles dont les auteures ont choisi l'option-famille.

Dans le journal *Le Devoir* du 18 mars 1991, Madame Suzanne Lemire, directrice de la *Protection de la jeunesse des Services sociaux du Centre du Québec*, exprimait cette opinion :

Dans les prochaines années, l'approche des praticiens devra tenir compte beaucoup des parents. Il faut reprendre les familles comme premier élément de solution. Il serait faux de croire que les parents démissionnent plus vite qu'avant, mais ils manquent de ressources. Ils se font tellement charrier par les modes, d'une philosophie à une autre.

Dans le journal *La Presse* du 16 décembre 2015, Madame Élisabeth Ashini, Innuë du Québec, infirmière, sous le titre : *C'est terrible, ce qu'on a vécu !* nous confirme une grande souffrance de son peuple reliée à la famille :

On n'a pas appris à être des parents parce qu'on ne voyait pas nos parents. Moi, j'ai eu beaucoup d'amour de ma famille avant d'être enlevée (à 9 ans). Ce n'est pas tout le monde qui a eu ça.

S'il y a une femme, maman et grand-maman qui devrait comprendre et tenir compte de la portée de l'aveu des deux remarquables personnes citées, ce devrait être vous, Madame Marois, qui n'êtes pas sans savoir que la famille est non seulement la première école d'humanité, mais aussi le lieu où le cœur de l'enfant s'épanouit. Le milieu familial lui permet d'être initié à la vie, de vivre en paix sa prime enfance, de construire son identité masculine ou féminine et de bâtir sa confiance en soi au contact de ses parents, eux qui aiment leurs enfants et que les enfants aiment sans condition. J'ajoute même : il permet à l'enfant d'être initié au mystère de Dieu de façon personnalisée par des parents qui savent que Lui seul peut



combler le cœur totalement. Ne serait-ce pas cela la **base essentielle de l'éducation familiale** que tout enfant a besoin de recevoir au cours de sa première et brève période de croissance, avant de faire son entrée dans le monde scolaire en étant reposé, détendu et animé ?

Malheureusement, en vous lisant, Madame Marois, ce n'est pas ce que je constate comme résultat de

l'implantation du réseau public de garderies qui aura bientôt vingt ans, que vous avez favorisé à partir de votre conviction que « l'égalité entre les hommes et les femmes commençait par des services aux familles, aux enfants en particulier ». J'y vois davantage, comme l'exprimait si bien à la télé le regretté Pierre Bourgault, le 15 mars 1997, « **une proposition faite sur mesure pour les parents, mais pas pour les enfants...** » S'il était encore de ce monde, je souhaiterais vivement qu'il ait le courage de vous le redire en toute liberté et je me permets de le laisser s'adresser à vous :

Chère Pauline,

Lorsque tu dis que tu as travaillé dans le seul intérêt des enfants, je regrette de devoir te dire que je ne partage pas ton opinion. Si c'était vrai, tu aurais favorisé pour eux le besoin et le droit fondamental de vivre dans la joie et la détente leur petite enfance au sein de leur foyer. Avouons que ce n'est pas ce que tu as fait. Au contraire, en voulant faire implanter le réseau public des garderies au Québec — ce qui t'est apparu très progressiste — tu as réussi à faire sortir un grand nombre d'enfants de leur foyer. Comme on l'a fait, antérieurement, au Canada, pour les enfants d'autochtones et dans les pays socialistes où les garderies et l'école ont joué le rôle de parents. Que l'État prenne à charge l'enfant est, à mes yeux, une grave erreur.

Et ces autres paroles :

Selon moi, chère Pauline, tu as souscrit à l'idéologie antifamiliale qui méprise ou rejette l'enfant dès sa conception — quand ce dernier ne fait pas l'affaire —, tu t'es laissé convaincre de la nécessité de retirer l'enfant de son foyer prématurément, sous prétexte de mieux le préparer pour l'école. En agissant ainsi, tu as largement contribué à la désintégration de la cellule familiale, à qui revient de droit la charge de s'occuper de ses petits. Reconnais, Pauline, que tu n'es pas allée à la source du grave problème de nombreux jeunes parents d'aujourd'hui, qui n'ont pas été préparés à assumer l'importante mission parentale, pour le régler adéquatement et efficacement. Loin de là ! Pourtant, c'était cela ta responsabilité.

Aller au cœur du problème réel des parents, à mon avis, c'est tout autre chose que de favoriser une égalité des sexes dissociée du concept de la complémentarité, c'est tout autre chose que de favoriser l'accès au marché du travail et à un revenu aux femmes, c'est tout autre chose que de contribuer à la croissance économique, à la croissance du PIB, etc., de notre société. Ces conquêtes féminines que vous valorisez, Madame Marois, ne se sont-elles pas opérées au détriment des enfants de 0 à 6 ans ? Et par suite au détriment de la société tout entière ?

À l'heure où notre société sépare l'enfant de ses parents, que faire ? Quel défi humain avons-nous à relever ? À cette question, pour être concise, je ne vois rien de mieux que de proclamer ces deux nécessités qu'un ami grand philosophe, théologien et écrivain m'a exprimées un jour :

- Faire découvrir à tous et à toutes que Dieu existe et qu'il veut le couple et la famille.
- Exiger de notre gouvernement les conditions essentielles pour que les parents puissent assumer leur mission avec amour et compétence.

Voilà, Madame Marois, ce que j'ai cru bon vous exprimer, ainsi qu'à tous ceux qui veulent bien m'entendre, par amour des enfants que des parents ont accueillis avec la mission divine de bien les éduquer.

Un projet pilote du CIREF en vaine attente d'une réponse positive

09/12/2016

À Monsieur Philippe Couillard

Premier Ministre du Québec

En cette fin de l'année 2016, permettez-moi de vous exprimer ma profonde déception de reconnaître que notre **Centre international de recherche et d'éducation familiale (CIREF)**, n'a pu réussir, malgré nos tentatives continues, à convaincre notre gouvernement libéral de soutenir nos quinze projets pilotes pour la formation d'agents éducateurs des parents à la démarche d'intégration de l'amour et de la sexualité. Pourquoi avoir fermé l'oreille depuis mai 2015 à notre demande en faveur de nombreux parents du Québec qui seraient ravis de découvrir notre démarche d'intégration, facteur d'harmonie, de bonheur et de santé pour leurs enfants ?

S'il y avait un projet fondamental de société qui aurait pu donner une orientation pertinente, cohérente et solide à notre gouvernement libéral, au cours de ces deux dernières années, n'était-ce pas ce projet audacieux, rappelant aux **parents un jour, parents toujours**, qu'il leur revient de droit d'apprendre à leurs enfants, de la naissance à la maturité, à assumer leur tâche humaine et spirituelle de devenir des êtres affectivement et sexuellement harmonieux ? Ne dit-on pas : **Quand la famille va bien, toute la société se porte bien ?**



Je suis bien consciente que notre projet pourrait soulever quelques vagues chez des opposants prônant des droits sexuels, car ils seraient déçus d'y voir une renaissance de la famille qui redécouvrirait son statut, sa mission et sa responsabilité relativement à l'éducation affective et sexuelle de leurs petits et ados, dans le contexte du développement intégral de l'être humain. Les parents deviendraient conscients du besoin et du droit de leurs enfants à recevoir de leurs propres parents une éducation familiale adéquate ! Voilà une valeur fondamentale nécessaire pour le bien-être de notre société, mais qui est, hélas, presque totalement oubliée aujourd'hui.

Mais pourquoi faudrait-il que l'État joue le jeu de ces opposants destructeurs de la famille ? Ces derniers ignorent ce qu'est véritablement une éducation à l'amour et à la sexualité intégrés, favorisée avec un grand soin, dès la petite enfance et

poursuivie jusqu'à la maturité. Ils refusent ce droit à des parents adéquatement formés et soutenus par un sain milieu social.

D'où la nécessité, lors de notre projet, d'offrir aux divers leaders des lieux ciblés, ainsi qu'au grand public, des séminaires et des conférences qui les appelleront à s'ouvrir, à respecter et à favoriser la culture de l'amour et de la sexualité intégrés. Aussi, proposerons-nous l'implantation de centres d'éducation familiale et de santé affective et sexuelle en lien avec le CIREF-Montréal, comme lieux de formation, d'un suivi santé et d'accompagnement des familles.

À vous, Monsieur le Premier Ministre, qui nous donnerez bientôt un nouveau ministre de la Famille, je dis : merci ! J'ose espérer que cette personne saura reconnaître l'importance de revenir aux parents — qui le désirent — et qu'il acceptera de bien les outiller pour leur mission parentale. C'est ce que réclamait si bien Madame Suzanne Lemire, alors directrice de la Protection de la jeunesse, des Services sociaux du Centre du Québec, dans le Devoir, Montréal, le 18 mars 1991.

Je ne saurais vous quitter, Monsieur Couillard, sans vous supplier de venir à l'aide de notre CIREF, le plus rapidement possible pour que nous réalisions notre important projet pilote dans 15 régions du Québec, dont deux dans la grande région de Montréal.

Vous trouverez ci-joints, d'une part, le budget de fonctionnement du CIREF et, d'autre part, celui relié au projet-Québec auxquels j'unis ma lettre ouverte adressée à Madame Pauline Marois.

Veillez agréer, Monsieur Couillard, mes meilleurs vœux à l'occasion de Noël et du Nouvel An. Puissiez-vous nous revenir dispos et confiant ! Cela, sans oublier notre CIREF qui compte sur vous...

Lettre ouverte à Monsieur Sébastien Proulx (Ministre de la famille)

16/11/2016

Monsieur Proulx, bien que je sache que vous êtes très occupé, je suis poussée, en ce moment, à venir vous poser cette question :

Que se passe-t-il, pour que vous, Monsieur Proulx, ministre non seulement de l'Éducation, mais aussi de la Famille, ne répondiez pas à l'appel répété de notre **Centre international de recherche et d'éducation familiale (CIREF)** de soutenir notre important projet pilote ayant pour but de former des éducateurs des **parents un jour, parents toujours**, à la pédagogie de la démarche d'intégration de l'amour et de la sexualité, de la naissance à la maturité, dans quinze grandes régions du Québec? Cela, sans oublier la grande ville de Montréal et une communauté autochtone.

Serait-ce parce que notre projet destiné aux parents n'est pas neutre et que votre gouvernement refuse — comme dans le passé — de soutenir tout projet intégrant la dimension religieuse? Si c'est le cas, cela continuerait de nous paraître injuste et inacceptable dans notre société plurielle démocratique.

Ou encore, serait-ce parce que vous craignez que notre projet suscite des vagues auprès du mouvement féministe et des personnes qui s'identifient athées ou agnostiques qui rejetteraient notre projet, car non dans la logique de leur pensée? Ce qui risquerait, à vos yeux, de causer la perte d'une élection prochaine. Si c'est le cas, nous vous disons : « Dommage! Nous attendons plus de courage de notre gouvernement libéral du Québec. »

Nous vous serions fort reconnaissants de répondre à ces deux questions.

Sachant, Monsieur Proulx, qu'au cours du mois de novembre, vous faites la tournée du Québec, je vous prie, Monsieur le ministre, de ne pas oublier notre CIREF, lequel serait fort heureux de vous recevoir et d'échanger directement avec vous.

Vous trouverez ci-jointe ma chronique de cette semaine : ***Chut! L'enfant de 6 à 11-12 ans dort sexuellement!*** Elle correspond au diaporama ***Période de latence de l'enfance***, qui fut envoyé à vous et à d'autres élus, à l'exception de la réflexion finale qui me fut inspirée à la suite de la lecture récente du programme d'éducation à la sexualité au niveau préscolaire et primaire du projet pilote. Vous pouvez également trouver ma réflexion dans notre site web : www.ciref.ca.

Mes salutations.

Chut ! L'enfant de 6 à 11-12 ans dort sexuellement ! 15/11/2016

Dès l'âge de 6 ans, l'enfant manifeste généralement un changement radical relativement à son comportement affectif et sexuel. Lui qui était curieux sexuellement au cours de sa première enfance cesse de s'extérioriser en matière sexuelle et devient plus discret et réservé sur ce point. À partir de cet âge, il est comme sexuellement endormi. Ce sommeil sexuel qui fait suite à la sortie de la situation œdipienne (l'enfant devenu amoureux du parent de l'autre sexe), nous rappelle le besoin de repos de certaines plantes : l'hiver, elles dorment. Physiologiquement, en ce moment, l'enfant se repose de la pulsion sexuelle.

Ce stade de la vie de l'enfant, qui durera souvent jusqu'à 11 ans, et parfois plus tard, on l'appelle : « Période de latence de l'enfance ». C'est un repos sexuel bien mérité par l'enfant, après avoir découvert cette grande réalité :

« Je suis un garçon. » « Je suis une fille. »

Cette période de latence, disait un jour une maman ayant une formation de jardinière d'enfants, je l'appelle « la phase d'intériorité de l'enfance. » C'était bien dit, car en ce moment, l'enfant intériorise ce qu'il a appris — par ses oreilles et ses



yeux — au cours de sa première enfance.

Face aux personnes qui voudraient éveiller l'enfant en cette période de latence, les parents et les éducateurs d'enfants de 6 à 11 ans, d'un commun accord et sans détour, ont à dire :

« Chut ! Il dort ! » « Ne le réveillons pas ! »

À l'école, comme au foyer et partout ailleurs, un silence sur la sexualité est requis au cours de la période de latence de l'enfance. Grâce à ce silence respecté par tous, l'enfant de 6 à 11 ans intériorisera le plus fondamental enseignement d'humanité reçu au cours de sa prime enfance. Cela l'aidera à orienter sa vie en harmonie avec la nature profonde de son être. Certes, il faut que les parents soient adéquatement formés et soient disponibles à leurs enfants. Voilà qui est peu encouragé dans notre société québécoise où la famille est peu valorisée.

Quoi qu'il en soit, troubler la nature « endormie » de l'enfant n'est pas bon. C'est agresser l'esprit de l'enfant qui a droit au repos sexuel. Un réveil intempestif pourra affecter sa puissance intellectuelle et son équilibre affectif et sexuel pendant sa puberté et après. *Ce viol de l'esprit de l'enfant, nous ne pouvons plus l'ignorer.*

En laissant la nature faire son œuvre, libre de pulsions et de curiosités sexuelles, l'enfant s'éveillera à la sexualité souvent vers l'âge de 11 ans, ou même plus tard, surtout chez les garçons. À moins qu'on ne l'éveille précocement par des initiations maladroites ou par un enseignement sexuel intempestif. Il est vrai que certaines

personnes masculines et même féminines agressent sexuellement un enfant. Devons-nous pour autant tomber dans le piège de la peur qui en pousse plusieurs à réclamer l'éducation à la sexualité pour tous, en milieu scolaire, dès le primaire ? **Non jamais ! La peur est mauvaise conseillère.**

La période de latence exige des parents une attention délicate à leur enfant ainsi que des conseils personnalisés judicieux, qui le protégeront d'adultes et de jeunes mal intentionnés. Ce qui importe, c'est de renforcer chez l'enfant la barrière naturelle de la pudeur qui protège son instinct endormi. On y parviendra, entre autres, en encourageant l'enfant à développer le sens de l'intimité ou de son « privé intime » qui lui fait rejeter les touchers déplacés de toute personne.

Aurions-nous à nous rééduquer à la barrière naturelle de la pudeur ?

L'enfant âgé de 6 1/2 à 9 1/2, qui découvre dans le silence de son cœur le besoin de protéger son privé intime par la pudeur et qui accueille facilement l'influence morale et religieuse de ses parents, est appelé de plus à donner un sens à la pureté qui lui fera découvrir l'appel divin à bien la vivre. Aider ses enfants à vivre la pureté n'est pas utopique. Loin de là !

Il est possible si les parents et les éducateurs reconnaissent que l'étape de la seconde enfance — qui précède les mutations de l'organisme et l'éveil de l'amour romantique — est le moment propice où ils ont la noble mission de favoriser chez l'enfant le développement de l'intériorité qui le rend capable d'être attentif à Dieu.

Sommes-nous conscients de ce grand défi éducationnel ?

Il est plus que jamais inadmissible que les exploiters de la pseudo « éducation » à la sexualité ne respectent ni ne favorisent la période de latence de l'enfance. C'est pourtant, je le rappelle, une des grandes et belles découvertes scientifiques du psychanalyste Sigmund Freud que de nombreux parents attentifs à leur progéniture ont observée et que des psychologues ont confirmée. Je souhaiterais toutefois que ces derniers la réaffirment davantage aujourd'hui ! Peut-être nos élus politiques remettraient-ils plus sérieusement en cause l'éducation à la sexualité en milieu scolaire de nos enfants et reconnaîtraient-ils plus rapidement la nécessité et l'urgence de former de nombreux parents à l'amour et à la sexualité intégrés.

Assurer la base de l'éducation à l'amour et à la sexualité intégrés — et même sa poursuite — ne revient pas à l'école. Elle revient aux parents un jour, parents toujours, certes avec la collaboration de fidèles collaborateurs des parents qui sauront eux aussi, après une formation adéquate, la valoriser, la soutenir et veiller à ce que personne ne vienne saboter cette éducation par un enseignement contraire.

Pour bien éduquer l'enfant, point n'est besoin de longs discours. Ce qui est essentiel, c'est que nos paroles portent. Voilà ce que notre Centre international de recherche et d'éducation familiale (le CIREF) ne cesse de réaffirmer, après avoir intériorisé cette sentence du poète italien Dante : « *Parole rare nourrit grande flamme.* »

Réduire les harcèlements sexuels 24/10/2016

Une fois de plus, l'actualité québécoise nous expose les graves enjeux des harcèlements sexuels. Cette situation est triste à en pleurer. Assurément pour la personne qui en est la victime (le plus souvent, une femme), mais aussi, tôt ou tard, pour la personne n'ayant su résister à une impulsion sexuelle désordonnée. Une vie affective et sexuelle non intégrée, voire déséquilibrée, ne conduit pas à la paix intérieure ni à l'estime de soi nécessaires à tout être humain pour poursuivre courageusement la route de la vie. Je désire réfléchir à partir de quelques questions.

Une première question

Comme on ne cesse de le voir et comme on le verra toujours, la maîtrise de la sexualité — qui est la dimension la plus vulnérable de l'être humain — est difficile à conquérir. Pour tous, hommes et femmes ! Face à notre condition humaine, je pose cette première question : Qui, un jour ou l'autre, n'a pas succombé à une certaine



tentation relativement à son être sexué — son être de chair ? ... Ce constat invite à l'humilité personnelle et au respect de toute personne, quelles que soient ses erreurs passées d'ordre affectif et sexuel.

Une seconde question

Face au brasse-camarade relié au harcèlement sexuel que les médias mettent actuellement sous nos yeux, j'en arrive à me poser une seconde

question : En mettant l'accent surtout sur la dénonciation du harcèlement sexuel masculin, favorisons-nous chez les femmes et chez les hommes une plus grande capacité pour des relations harmonieuses ? C'est pourtant fondamental pour l'avenir d'une réelle égalité homme femme dans la complémentarité.

Curieusement, chaque fois que l'on met en exergue le harcèlement sexuel masculin dans notre société québécoise, nous observons qu'on l'associe à la recommandation faite à nos politiciens de se hâter de remettre officiellement en application l'enseignement sexuel pour tous, en milieu scolaire, tant au niveau primaire que secondaire, tout en réclamant qu'il soit offert par des spécialistes en la matière. Car, dit-on, « les parents sont gênés d'aborder ce délicat sujet de la sexualité avec leurs enfants ».

Une troisième question

En présence de cette vision négative de la compétence des parents, j'en arrive à poser cette troisième question : Quel a été le résultat de l'éducation à la sexualité en milieu scolaire du Québec pendant les quarante dernières années ?

À mon avis, elle n'a pas contribué à acheminer nos enfants et nos jeunes vers la maturité de l'amour et de la sexualité intégrés. Ce n'est pas par des discussions libres avec un(e) adulte sur la masturbation, les rôles sexuels, l'hétérosexualité, l'homosexualité, la bisexualité, le mariage entre les personnes de même sexe, la contraception, le condom, l'avortement, les ITS, la réussite de sa première relation sexuelle, etc., qu'on parviendra à favoriser au long des étapes de la croissance de l'être humain le développement d'une vie affective et sexuelle intégrée.

Et ce n'est pas davantage en voulant imprégner profondément les esprits de l'ensemble des éducateurs et des parents par des paroles comme celles prononcées à la télévision par madame Jocelyne Robert, sexologue : « Le condom est le plus grand ami des jeunes ! » « C'est un message de respect que d'insister auprès des jeunes qu'ils utilisent la contraception ». Et la perle : « L'avortement peut être un geste sacré ! » qu'on contribue à aider les ados à développer une sexualité en équilibre.

La pseudo éducation sexuelle en milieu scolaire, tant au niveau primaire que secondaire, fut un grand viol commis à la grandeur de notre société. Elle a violé l'âme, le cœur et le corps de plusieurs générations de jeunes. Pour la santé et le bonheur des enfants et des jeunes d'aujourd'hui, nous ne pouvons plus garder le silence sur ce viol collectif, qui doit ne plus continuer de se répéter.

Ce dérapage en milieu scolaire, nous avons à l'attribuer aux promoteurs, programmeurs et enseignants de la pseudo « éducation » à la sexualité, car ils ont refusé de reconnaître que la sexualité et l'amour sont deux réalités vitales inséparables, que tout être humain a la tâche humaine et spirituelle d'assumer par un processus continu d'intégration.

Une quatrième question

Devant un tel dérapage en milieu scolaire et dans les médias, peut-on s'étonner qu'encore aujourd'hui, des hommes et des femmes aient tant de difficulté à assumer leur personne sexuée et en arrivent à commettre des actes sexuels répréhensibles qui les marqueront possiblement pour la vie ? Que faire pour réduire les harcèlements sexuels trop fréquents dans notre Québec, au Canada et ailleurs ?

Il est urgent de susciter un débat de société, mais pas n'importe lequel. Ce débat devra savoir :

- Définir ce qu'est une éducation affective et sexuelle intégrée qui structure harmonieusement un être humain ;
- Définir ce qu'est une véritable promotion de la santé affective et sexuelle des enfants, des ados et des jeunes adultes ;
- Décrire la nécessité de former des agents éducateurs des parents (et de leurs collaborateurs) à la démarche d'intégration de l'amour et de la sexualité, de la naissance à la maturité ;
- Convaincre nos élus d'accueillir et de soutenir une culture de l'amour et de la sexualité intégrée, facteur d'harmonie et de santé des familles.

Il est certainement nécessaire de réduire les harcèlements sexuels ici et ailleurs. Il importe encore plus d'avoir une vision d'ensemble qui guide la promotion de relations homme femme saines, matures et équilibrées qui assureront le bien-être et la santé des familles.

Lettre ouverte à Madame Marie-Claude Bibeau 30/09/2016

Madame Marie-Claude Bibeau

Ministre du Développement international et de la Francophonie

Chère Madame Bibeau,

Le 29 août dernier, dans *Le Devoir*, je lisais votre article : Le Canada sera de plus en plus présent en Afrique. En tant que fondatrice et directrice du **Centre international de recherche et d'éducation familiale** (CIREF), j'ai été fortement attirée par ce titre. Moi, qui, par trois reprises, ai eu le bonheur d'aller en terre africaine — dont une fois en sept pays francophones — pour répondre à l'invitation d'y faire découvrir mes connaissances et mes publications reliées au concept de la démarche d'intégration de l'amour et de la sexualité. J'avais développé cette démarche au cours de décennies, suite à ma maîtrise en Sciences infirmières (option Éducation) et à dix ans d'enseignement en milieu collégial du concept *Fécondité, santé, autonomie*.

Dans votre article, Madame Bibeau, vous avez écrit ceci :

À titre de ministre du Développement international et de la Francophonie, je veillerai à ce que les femmes soient partie prenante des processus de paix et projets d'aide humanitaire et de développement, partout où le Canada sera présent. Plus encore, je m'engage à lutter pour la défense de leurs droits, notamment en matière de santé sexuelle et reproductrice.

S'il est vrai que votre première phrase m'a plu, je ne pourrais en dire autant de la deuxième qui m'amena à me poser cette question : Madame Bibeau saura-t-elle reconnaître le besoin et le droit de toute femme y compris de toute jeune fille — sans oublier les hommes et les garçons — d'apprendre à conserver leur intégrité physique sexuelle et à saisir la merveille de la fécondité humaine (féminine et masculine) pour l'accueillir et la respecter ? C'est le préalable obligatoire au développement d'une authentique conquête de la santé sexuelle et reproductrice pour les femmes et les hommes sur l'ensemble de la planète.

Une question banale de ma part ? Pas pour moi, car, d'année à année, au cours de mes dix ans d'enseignement, j'ai entendu tant de jeunes filles (et même de certains



garçons) me dire :

Pourquoi, en milieu scolaire, niveau secondaire, nous a-t-on parlé que de contraception, d'avortement, de maladies transmises sexuellement et jamais de l'amour et de la fécondité ? Si on nous avait appris à mieux connaître et respecter ces deux grandes valeurs, que d'erreurs

nous aurions évitées ! Aujourd'hui, nous avons à nous reconstruire d'A à Z.

Je ne suis pas sans ignorer que, pour beaucoup de femmes et d'hommes du monde occidental, l'expression « droit à la santé sexuelle et reproductrice » ou « droit sexuel génésique » est un langage codé pour signifier le droit à l'avortement, à la contraception et à la stérilisation. Cela est loin de correspondre à l'heureuse découverte faite par mes élèves ayant intériorisé la fécondité féminine et la fécondité masculine à la lumière des concepts santé et autonomie. Ils découvriraient un tout autre chemin ! Un chemin de liberté, de responsabilité, de maturité.

En terre canadienne comme en terre africaine ou ailleurs, offrir aux garçons et aux filles la perspective d'un avenir meilleur sur le plan de la sexualité, qui préviendra les mariages précoces et forcés ou encore qui préviendra la grave contamination du VIH et des autres ITS qui ne cessent de se répandre, ne pourra se faire, croyons-nous au sein de notre CIREF, sans promouvoir une nouvelle culture pour notre temps : la culture de l'amour et de la sexualité intégrés, de la naissance à la maturité.

Promouvoir cette culture ne serait-il pas un beau et noble défi pour notre gouvernement canadien qui, selon la déclaration récente de notre Premier ministre Monsieur Justin Trudeau, veut transmettre « les valeurs canadiennes les plus profondes » ?

Voilà ce que je crois nécessaire de vous dire, Madame Bibeau, sans détour et en toute confiance, avant que notre CIREF envoie à *Affaires mondiales Canada* (AMC) son projet ayant pour titre provisoire : *Une culture de l'amour et de la sexualité intégrés. Pour notre temps !*

Saurez-vous, Madame Bibeau, recommander qu'on accorde à notre projet autant d'importance qu'à tout autre ayant une vision divergente de la nôtre ? De tout cœur, j'ose l'espérer, afin de nous permettre d'apporter un élément valable et durable pour le bien-être et la santé des familles africaines.

c.c. Monsieur Justin Trudeau, Premier ministre du Canada

Pour la réussite de la petite enfance, avec les parents 19/09/2016

À l'heure où Monsieur Sébastien Proulx, ministre de la Famille et de l'Éducation au Québec s'évertue à proposer des bases d'une politique de la réussite éducative — ce que je ne puis qu'encourager et soutenir —, il me vient à l'esprit et au cœur cette question : À quand une politique familiale qui assurera aux enfants la réussite de leur petite enfance ? Cela m'apparaît comme le préalable obligatoire à la réussite éducative de nos enfants et de nos jeunes.

Plus les années passent, plus je reconnais les enjeux de notre société pour avoir oublié ces paroles du regretté Pierre Bourgault, qui, le 15 mars 1997, interrogé par Madame Anne-Marie Dussault à Télé-Québec sur le projet de la maternelle à temps plein pour les enfants de cinq ans, disait :

C'est une erreur que les parents abandonnent leurs enfants ! C'est une proposition faite sur mesure pour les parents, mais pas pour les enfants. Ce n'est pas bon pour le développement de leur affectivité. À 14 ou 15 ans, les enfants le leur rappelleront. Que les parents s'occupent de leurs enfants ! Le prix à payer de l'abandon de leurs enfants sera effrayant. On réinvente sous prétexte qu'on est en retard. Mais par rapport à quoi ? Ça m'inquiète ! Je suggère qu'on réorganise le travail pour qu'un enfant soit gardé par son père ou sa mère...

Redonner un sens à la famille, voilà ce que Monsieur Pierre Bourgeault nous proposait, il y a deux décennies, pour aider nos enfants à réussir leur petite enfance. Lui qui, peut-être sans le savoir, faisait siennes les recommandations d'études effectuées aux États-Unis par deux pédagogues new-yorkais Raymond et Dennis Moore :

- Soyons aussi patients pour l'enfant qui apprend à lire, à écrire et à compter que pour l'enfant qui apprend à marcher.
- Respectons la période affective de l'enfant de moins de 8 ans : il pourra plus facilement faire le passage de l'affectif au rationnel.
- Sachons qu'en l'enlevant trop petit de son milieu familial pour l'envoyer à l'école ou en le laissant chez lui sans lui assurer la présence affectueuse et sécurisante, nous risquons de perturber sa vie mentale et affective ; ce qui pourrait éventuellement se répercuter sur son désir d'apprendre et sur son comportement.
- Tâchons d'assurer à l'enfant, au cours de sa prime enfance, le privilège de son foyer, un milieu de tendresse, de stabilité et de sécurité que ne peuvent offrir généralement les écoles.

Au Québec, pour avoir fait fi de la percutante interpellation de Monsieur Pierre Bourgault, devons-nous nous surprendre de constater aujourd'hui de profondes blessures chez plusieurs enfants et adolescents qui les rendent incapables de

s'engager dans un projet éducatif ? Pas vraiment, car nous n'avons pas su aider les familles à répondre aux réels besoins de l'enfant.

De Monsieur Sébastien Proulx, ministre de la Famille et de l'Éducation, je souhaiterais qu'il ait le courage de relancer le défi proposé à de nombreux parents par Monsieur Michel Pagé, ex-ministre de l'Éducation du Québec, le 19 octobre 1991, à l'occasion d'une journée de réflexion sur l'éducation :

Je vous invite, parents du Québec, à renouveler votre engagement à l'égard des jeunes Québécois et des jeunes Québécoises en vous inscrivant dans une large démarche de sensibilisation auprès des parents, pour qu'ils reviennent eux aussi à l'essentiel que sont leurs enfants.

Pour notre temps, un rêve utopique ? Pour qui sait aimer l'enfant, reconnaître ses réels besoins et lui souhaiter un bel avenir et pour qui sait reconnaître la mission confiée aux parents (et non aux voisins) d'éduquer leur enfant, ce rêve n'est pas utopique. Il est capital pour favoriser le respect de l'enfant, première condition requise pour sa réussite éducative.

En rétrospective, je ne puis m'empêcher de penser ceci : Que d'erreurs guettent le ministère de l'Éducation du Québec en proposant, aujourd'hui, la réussite éducative des enfants de 4 à 18 ans, s'il refuse d'admettre que lors de l'étape de la petite enfance de 0 à 6 ans, l'être humain a non seulement le besoin et le droit de connaître et de goûter son milieu familial, mais aussi celui d'apprendre à **poser des bases solides à la construction de sa personne** avec l'aide de ses parents.

Agir ainsi, ne serait-ce pas répéter pour l'ensemble du Québec l'erreur faite hier dans l'éducation des enfants autochtones ? En privant nos enfants de la vie familiale, nous les marquerons négativement sur le plan affectif. Et cela, pour la vie.

Réflexion relative à l'aide internationale du Canada 28/07/2016

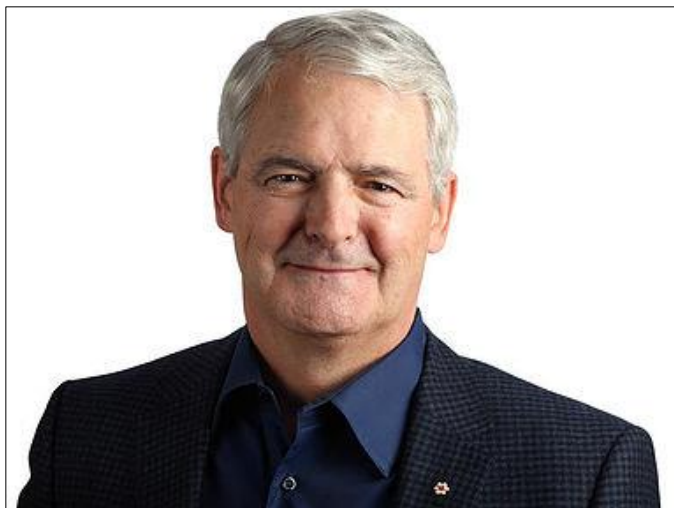
Honorable Marc Garneau

Député de Notre-Dame-de-Grâce — Westmount

Bonjour Monsieur Garneau,

Grand merci de nous offrir à nous, Canadiens et Canadiennes, l'occasion de participer aux consultations publiques dans quatre domaines spécifiés. Entre autres, l'examen de la politique et du cadre de financement de l'aide internationale du Canada rejoint particulièrement la mission de notre **Centre international de recherche et d'éducation familiale** (CIREF). Sous peu, nous soumettrons un formulaire de demande de soutien aux Affaires mondiales Canada, en vue de réaliser une initiative éducationnelle en terre africaine.

Compte tenu de l'intérêt marqué de votre gouvernement et de votre souci d'un Canada amélioré tels qu'exprimé dans votre récente circulaire : « Votre participation nous permettra de bâtir ensemble un Canada dont nous pouvons être fiers », c'est en



toute confiance et liberté, en tant que présidente et en tant que membres de notre conseil, que nous acceptons votre invitation. Cela nous permettra de vous présenter notre réflexion au sujet de modifications possibles en vue d'améliorer l'approche du Canada en matière d'aide internationale.

Notre questionnement porte sur plusieurs points. Sachant que notre monde continue et continuera toujours d'évoluer selon deux visions de la vie humaine : l'humanisme avec Dieu ou l'humanisme sans Dieu, et que ces deux visions comportent d'importants enjeux et que, pour des raisons de droit civique, chaque manière de voir a le droit de parole.

- Les peuples des pays sous-développés ou en voie de développement sont-ils libres d'attendre du Canada une assistance à la hauteur de leur philosophie de la vie ?
- Les personnes ou organismes canadiens soucieux de venir en aide à ces peuples défavorisés qui ont opté pour la philosophie de l'humanisme avec Dieu, n'ont-ils pas le droit au respect de ce choix, sans être pénalisés, dans la présentation et la réalisation de leurs projets ?
- N'avons-nous pas à restaurer et à renforcer le rôle prépondérant de la famille comme élément fondamental en matière d'éducation de base d'une société harmonieuse ?

- Le Canada ne pourrait-il pas promouvoir la culture de l'amour et de la sexualité intégrés, de la naissance à la maturité, comme préalable essentiel au développement équilibré de tout être humain et d'une société en santé et prospère ?
- Aider les gens à prendre en main leur santé affective et sexuelle pour l'assumer, n'est-il pas le moyen le plus efficace et le plus économique pour tout pays, qu'il soit favorisé ou non ?

Notre CIREF, fort de son expérience dans le domaine de l'éducation familiale, axée sur la santé, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur des frontières nationales, est disponible à apporter sa contribution dans l'élaboration et la réalisation d'un tel projet de société, aussi bien chez nous qu'ailleurs.

Nous vous remercions, Monsieur Garneau, de l'attention que vous accorderez à notre questionnement et souhaiterions, si possible, de partager avec vous les détails de notre réflexion.

Lettre ouverte à Madame Stéphanie Vallée, Ministre de la Justice

07/06/2016

En l'absence d'un débat sur le projet de loi 103 et, par conséquent, faute de ne pas avoir été invitée à y participer — ce que j'aurais beaucoup apprécié —, en tant que grand-maman, infirmière de profession à la retraite, éducatrice, auteure, fondatrice et directrice du **Centre international de recherche et d'éducation familiale** (CIREF), je me permets de m'adresser à vous.

Pourquoi ? Afin de vous faire connaître ma réflexion, suite à vos paroles dans le Salon bleu à l'Assemblée nationale du Québec après avoir déposé le projet de la loi 103, que j'ai pu lire dans *Le Devoir*, le 1^{er} juin 2016, sous le titre : **Québec veut permettre aux enfants de choisir leur genre/La ministre Stéphanie Vallée espère que le projet de loi 103 sera adopté d'ici le 10 juin.**

La teneur de cet article, bien que je veuille être une personne compatissante pour tout être humain souffrant, m'a profondément dérangée.

Je vous rappelle tout d'abord, Madame Vallée, la phrase qui me pousse à vous écrire :

Ce n'est pas un choix, vous savez, pour un jeune trans, que de grandir dans un corps qui ne correspond pas à son identité réelle, et on ne peut pas être insensible à l'écoute des témoignages de ces jeunes, qui aspirent à la reconnaissance de leur nature profonde et qui se butent encore à des nombreux obstacles administratifs.

De ces paroles, quatre mots-clés utilisés de façon tendancieuse m'ont accroché au point où j'en suis arrivée à vouloir les questionner à la lumière d'une vision intégrale de la personne et du concept santé. Ces mots sont : identité réelle, nature profonde, choix et transsexuel.

Je vous communique le fruit de ma réflexion : une définition holistique pour chacun d'eux.

Identité réelle : C'est la nature originelle de l'être humain qui, dès les premiers instants de sa conception, a reçu de son père, dans chaque cellule de son être, l'héritage de son identité, soit masculine, soit féminine. Il s'agit d'une identité stable qui fut façonnée physiologiquement et anatomiquement au cours du développement intra-utérin. C'est ce qui amène les parents, lors de la naissance de leur enfant, à affirmer, sans aucun doute, « *C'est un garçon !* » « *C'est une fille !* » Paroles généralement d'émerveillement de la part des parents, et derrière lesquelles se cache une profonde signification.



Nature profonde : L'être humain — masculin ou féminin — n'est pas seulement une personne pourvue d'un merveilleux appareil génital, il est aussi pourvu de forces sexuelles, c'est-à-dire de poussées sentimentales ou de désirs amoureux. Fondamentalement, tout être humain — homme et femme — a une vocation profonde : celle d'être aimé et aimé dans la complémentarité des sexes qui est une donnée de la nature humaine. D'où l'exigence capitale pour tout être humain d'apprendre à développer sa manière particulière d'être. L'une est la manière masculine et l'autre est la manière féminine.

Transgenre : Identité sexuelle différente de celle à la conception, identité acquise par un individu, qui se manifeste dans le choix d'une autre manière d'être au monde et de se réaliser, en empruntant le nom, l'habillement et le comportement du sexe opposé. Dans le cas où cet individu en arrive en plus à modifier son système hormonal et son anatomie, afin d'être encore plus semblable à une personne du sexe opposé, on donne à sa nouvelle identité sexuelle acquise le nom de transsexuel.

Choix : Tout être humain a la possibilité de répondre « oui » à l'appel intérieur de s'acheminer vers la maturité de l'amour et de la sexualité (en vérité deux réalités difficiles à assumer pour chacun, homme ou femme). On y parvient lorsqu'on exprime sa joie et sa fierté d'appartenir au sexe originel de son corps et lorsqu'on consent à se construire en développant sa masculinité ou sa féminité. Ceci s'apprend chaque jour, avant tout dans le climat intime de son foyer. C'est la tâche humaine et spirituelle primordiale de tout être humain, particulièrement en cette période si précieuse de construction de leur personne qui les appelle à faire le choix de s'humaniser, en respectant ce vieil adage : « **Deviens ce que tu es** ».

Qu'aujourd'hui, face à des enfants, des adolescents et des jeunes adultes qui rencontrent des difficultés à assumer leur être sexué et à s'acheminer vers la maturité de l'amour — difficultés qui les rendent inaptes à réussir un projet couple-famille —, qu'une loi gouvernementale les encourage à se transformer en changeant partiellement ou totalement leur identité sexuelle, m'apparaît fort problématique de la part d'un gouvernement qui se veut responsable envers les jeunes.

Que faire face à cette situation de notre société québécoise aux prises avec la problématique d'identification sexuelle d'un nombre croissant d'individus ?

- Éviter tout débat public sur la question litigieuse de la loi 103 pour la faire adopter le plus rapidement possible ?
- Se réjouir avec les militants favorisant la loi 103, parce que notre gouvernement acquiesce à leur requête ?
- Garder le silence sur la question de l'idéologie des genres, en pensant qu'il revient à toute personne de déterminer son sexe et cela quand elle le veut ?
- Reconnaître avec vous, Madame Vallée, qu'il y a des individus dont le corps ne correspond pas à leur identité réelle, et qu'en proposant l'adoption de la

loi 103, vous posez un grand geste de compassion auprès des enfants et des jeunes trans qui souffrent ?

Telle n'est pas mon opinion réfléchie. L'élément de solution que vous proposez aux enfants et aux jeunes appelés à accueillir, à intérioriser et à intégrer leur être sexué, Madame Vallée, est inacceptable et irresponsable. J'y vois, non pas un geste de compassion, mais un geste de corruption de l'intelligence, du cœur et de l'âme de nos enfants et de nos jeunes.

Tôt ou tard, plusieurs d'entre eux vous accuseront, ainsi que l'ensemble de nos élus, de ne pas avoir eu la sagesse et le courage de dire non à l'idéologie du genre prônée mondialement et qui est l'un des grands fléaux de notre monde contemporain.

Je regrette vivement, Madame Vallée, de constater que, comme ministre de la Justice, vous n'avez pas su trouver, avec vos consœurs et confrères de notre gouvernement, une autre solution à l'un des plus cruciaux problèmes contemporains.

Pour aller au cœur du problème de la non-acceptation de son sexe, pour appuyer la mission de l'être humain d'aimer dans la complémentarité et pour prévenir et guérir de nombreux maux reliés à une sexualité en déséquilibre, je ne trouve rien de mieux que d'insister de nouveau, auprès de notre gouvernement, après un an de tentatives infructueuses, de favoriser l'implantation du projet pilote suivant proposé par le CIREF :

La formation d'agents éducateurs des parents à une pédagogie de la démarche d'intégration de l'amour et de la sexualité, de la naissance à la maturité, dans 15 grandes régions du Québec.

Concrètement, il s'agit d'un processus intérieur, lent, graduel et continu favorisant l'acceptation respectueuse en soi de deux dimensions indissociables et importantes de sa personne : l'amour et la sexualité, que tout être humain a le besoin et le droit de connaître, tout au long des stades de son développement, à l'école de sa famille. Et, bien sûr, il s'agit d'un processus appelé à être soutenu par des écoles de grande cohérence, où personne ne doit venir le saboter par un enseignement contraire.

En conclusion, Madame Vallée, j'ose vous inviter, ainsi que tous les élus qui liront la présente lettre — quel que soit leur parti politique —, de prendre connaissance de mes nombreuses chroniques abordant de façon toute particulière ces sujets en lien avec l'actualité, parues dans notre site Web : www.ciref.ca. Qui sait si vous n'y découvrirez pas une réflexion qui ne court pas les rues et qui vous rejoindra au plus intime de votre être !

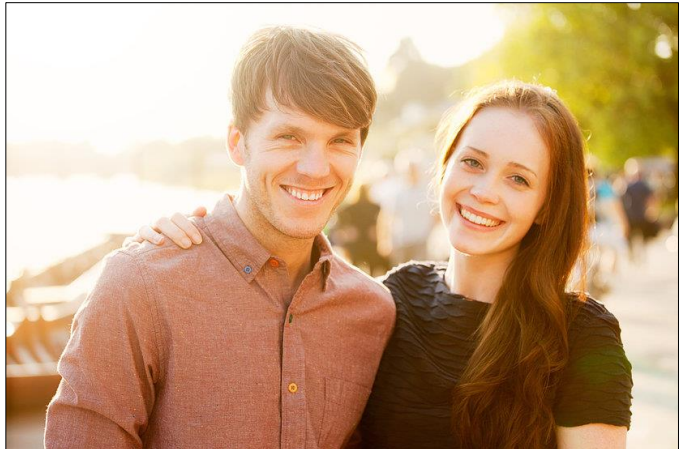
Bonnes et reposantes vacances !

La nécessité pour les hommes et les femmes d'apprendre à se connaître et à s'entraider 09/05/2016

En droit canadien, l'article 2731 du Code criminel relatif au consentement sexuel de la femme, UN NON EST UN NON. Et cela quel que soit le moment du déroulement de l'activité sexuelle et quel que soit le caractère de la convoitise masculine. Tout homme a donc à bien connaître cet article, s'il veut, selon la Loi canadienne, éviter d'être reconnu comme agresseur sexuel ou violeur d'une femme.

Face à cette loi, je me pose trois questions

- Combien d'hommes de notre société hyper sexualisée n'ayant pas été aidés à faire l'apprentissage de la maîtrise sexuelle au long de leurs étapes de croissance, risquent d'être pénalisés pour avoir glissé sur la pente vertigineuse de l'acte sexuel sans le « consentement » de certaines femmes qui les ont peut-être séduits ?
- Combien d'hommes se sont laissé entraîner par une femme aguicheuse dont le non n'était pas totalement et clairement non, en parole et en action ?
- Quelle que soit la raison du non-consentement d'une femme à l'acte sexuel, n'a-t-elle pas le devoir non seulement de dire non mais aussi de refuser de s'engager dans tout geste le favorisant directement ? Pourquoi dire « oui » jusqu'à ce qu'un homme ne soit plus capable de se retenir si on lui dit alors « non » ?



S'il est vrai que nous n'avons pas à réduire les hommes à des êtres incapables de maîtriser leurs pulsions sexuelles, particulièrement devant les femmes séduisantes ou aguichantes, n'est-il pas également vrai que nous n'avons pas à réduire les femmes à des êtres incapables d'aider les hommes à surmonter la « voracité » de leur nature masculine en étant, en tous lieux, plus pudiques et plus prudentes ? Cela, par respect de l'égalité homme femme et pour redonner son sens pleinement humain à l'acte le plus intime et le plus engageant entre deux êtres humains.

À cette heure où l'on cherche à susciter auprès des jeunes une réflexion sur la notion de consentement sexuel, je crois que pour qu'elle soit véritablement éducative, il est essentiel que nous favorisions une solide compréhension et intériorisation de cette réalité humaine : la différence entre la nature masculine et la nature féminine. Cette réflexion doit permettre un sérieux approfondissement de l'égalité homme femme dans la complémentarité. C'est une nécessité pour ceux et

celles qui désirent apprendre aimer corps et âme avec respect et tendresse, avec engagement et fidélité !

Un jour viendra-t-il où la priorité de nos leaders politiques sera la famille ? 27/04/2016

Dimanche, le 24 avril 2016, en apprenant que Monsieur François Legault, chef de la Coalition Avenir Québec (CAQ) prône l'école obligatoire pour tous dès l'âge de 4 ans, ces mots me viennent spontanément à l'esprit : Que cherche-t-il ? Est-ce le véritable bien des petits de quatre ans qui n'aiment pas les activités structurées ?

Personnellement, je doute fort que Monsieur Legault — que je sais pourtant bon et délicat — agisse ainsi par souci du savoir-être heureux des enfants. Si c'était le cas, il respecterait les petits qui ont tant besoin de l'amour personnalisé de leur maman et de leur papa au cours de leur période affective, pour bien construire la base de leur personnalité. Base essentielle pour se savoir un être accueilli, respecté



et aimé et pour aller de l'avant avec courage sur le chemin de la vie. N'ayons crainte, ces enfants véritablement choyés sauront poursuivre leurs études bien au-delà de leurs 18 ans !

Déjà, en 1981, Barbara Leahy Shlemon, une infirmière thérapeute américaine, soulignait ceci : « Notre

société ne permet plus à l'enfant la conduite insouciante et spontanée qui le caractérisait autrefois. » (Vivre la guérison intérieure, Éd. Anne Sigier, Québec). Ce qui aura des répercussions sur l'enfant. Combien parmi eux, vers l'âge de l'adolescence, auront besoin de recourir à un(e) thérapeute pour se guérir des blessures de leur enfance !

Revenir aux parents est fondamental. C'est ce que stipulait, en 1991, Madame Suzanne Lemire, alors directrice de la Protection de la jeunesse, des Services sociaux du Centre du Québec, dans le Devoir, Montréal, 18 mars 1991, en écrivant :

Dans les prochaines années, l'approche des praticiens devra tenir compte beaucoup des parents. Il faut reprendre les familles comme premiers éléments de solution. Il serait faux de croire que les parents démissionnent plus vite qu'avant, mais ils manquent de ressources. Ils se font tellement charrier par les modes d'une philosophie à une autre.

Être maman est le plus beau métier du monde, mais aussi le plus exigeant, ai-je entendu à la radio, ces jours-ci ! Qu'il me fut bon d'entendre ces paroles devenues si rarissimes au cours de notre époque de modernité ! C'est à ce moment qu'est montée en moi cette question primordiale : Quand viendra-t-il le jour où nos leaders politiques sauront faire de la famille, cellule première de la société, leur priorité ?

Ce jour, avec bien d'autres parents, je l'attends depuis fort longtemps.

L'urgence de favoriser une formation à une culture de l'amour et de la sexualité intégrés dans nos sociétés 30/03/2016

Jusqu'à l'approche de la fin du 20^e siècle, il allait de soi, pour la majorité des parents, d'avoir le souci d'aider leurs enfants à développer leur masculinité ou leur féminité et de leur faire découvrir le sens du couple homme femme appelé, dans le plan de la création, à la complémentarité. Cette transmission de valeurs se faisait, il est vrai, davantage par leurs exemples que par leurs paroles.

En agissant ainsi au fil du quotidien, les parents favorisaient et soutenaient chez leurs enfants, le développement de l'hétérosexualité qui est une donnée de la nature humaine inscrite dans le corps de l'homme et de la femme. Pour eux, c'était l'authentique moyen de les guider vers la conquête de l'équilibre, de la santé, du respect et de l'amour de soi et des autres, sans négliger la préparation à leur projet couple-famille. Bref, les parents y voyaient la clé du bonheur présent et futur de leurs enfants. Ces derniers, de la naissance à la maturité, sont souvent des êtres ambivalents, fragiles, vulnérables, qui ont grandement besoin d'aide.

De plus, nombreux furent les parents qui comptaient sur le partenariat parents-écoles pour soutenir leurs enfants, leurs adolescents et leurs jeunes adultes dans leur apprentissage d'une harmonie affective et sexuelle. Un proverbe africain ne dit-il pas : Ça prend un village pour éduquer un enfant !



Il faut se demander : depuis 40 ans, le ministère de l'Éducation de notre grand village québécois, a-t-il favorisé — dans le cadre du volet Éducation à la sexualité du Programme personnel et social chez les élèves de niveau primaire et secondaire — le devenir affectif et sexuel harmonieux, comme l'auraient souhaité un grand nombre de parents ? Loin de là ! Le chapitre de leur volume abordant l'orientation sexuelle, qui situait l'homosexualité et la bisexualité au même niveau que l'hétérosexualité et qui affirmait qu'il revient à chacun de faire le choix de son orientation sexuelle, n'a sûrement pas aidé les jeunes à construire leur identité sexuelle.

Pour nous en convaincre, il nous suffit de lire certains journaux tout récents pour savoir qu'un nombre grandissant de nos contemporains n'acceptent pas ou très peu leur identité native d'homme ou de femme.

De plus, voilà qu'aujourd'hui des tenants d'un nouvel ordre sexuel mondial, non encore satisfaits d'avoir réussi à faire modifier le Code criminel pour l'adapter aux orientations homosexuelles, bisexuelles, transgenres et, en plus, d'être parvenus à

les faire enseigner en milieu scolaire, en arrivent à aller encore plus loin. Cette fois, en proposant la théorie du genre.

Cette doctrine affirme que l'identité sexuelle, garçon ou fille, n'est pas déterminée au moment de la conception lors de l'union des deux cellules sexuelles des deux parents, mais au moment où l'être humain le décidera lui-même selon son bon vouloir. C'est une invitation à chaque être humain de décider comme il le désire de son sexe, de sa manière d'être (masculine ou féminine) et de sa façon d'aimer et d'être aimé. Une conséquence est l'obligation pour les adultes de reconnaître, d'une part, la « normalité » de l'élève transgenre, comme, par exemple, un garçon s'identifiant comme fille, portant un nom et des vêtements féminins et, d'autre part, l'obligation pour l'ensemble des citoyens d'assumer le coût des dépenses inhérentes à cette nouvelle réalité de notre temps.

Tout récemment, nous apprenions que la Commission scolaire de Montréal (CSDM) accommodera, de la maternelle au secondaire, les élèves transgenres et cela sans débat. Parce que, selon Madame Catherine Harel-Bourdon, présidente de la Commission scolaire de Montréal, c'est une question de droits, d'égalité et de respect de l'enfant. Comme cette décision et cette attitude sont regrettables, si on se situe dans la logique d'une saine évolution de notre société québécoise qui commande des institutions de formation d'une grande cohérence ! Ce dérapage face à la sexualité fait partie d'une sérieuse crise de l'enseignement des enfants et des jeunes.

Face à cette grave problématique, je fais miennes ces paroles du poète militant Charles Péguy (*Pour la rentrée, Cahier VI*) :

**Les crises de l'enseignement de la jeunesse sont des crises de vie...
Quand une société ne peut enseigner, c'est que cette société ne peut
s'enseigner, c'est qu'elle a honte, c'est qu'elle a peur de s'enseigner elle-
même... Une société qui ne s'enseigne pas, c'est une société qui ne s'aime
pas, qui ne s'estime pas. Et tel est le cas précisément de la société
moderne.**

En conclusion, je tiens à inviter tous(e) intervenant(e) auprès des enfants et des adolescents, mais avant tout les parents, à réclamer d'urgence, pour le bien, le bonheur et la santé intégrale de tous, une formation à la culture de l'amour et de la sexualité intégrés dans nos sociétés (telle qu'offerte par notre **Centre international de recherche et d'éducation familiale**). Cette formation permettra à un grand nombre de comprendre pourquoi la théorie du genre qui tente de s'imposer sur la planète, loin d'être une saine œuvre d'éducation, est plutôt un élément autodestructeur au niveau personnel et social.

L'essentielle école-famille ! Ne l'oublions pas au sein de notre société...

19/03/2016

L'article titré *Services de garde : le financement universel devrait primer*, paru dans *Le Devoir* du 19 et 20 mars 2016, signé par Monsieur Nicolas Stämpfli qui, au nom du conseil d'administration du CPE Alexis-le-Trotteur, tente de nous convaincre que *les investissements en petite enfance* (dans les CPE) *sont ceux qui rapportaient le plus à notre société*, me chagrine profondément. Pourquoi ? Parce qu'il fait totalement fi de la famille : la première et indispensable école d'amour, de socialisation et de formation de l'enfant, dont il a besoin et auquel il a droit pour s'humaniser. Répétons ce qu'a si bien dit Jean Vanier : « **La seule école dont personne ne peut se passer est celle de la famille.** »



Je suis entièrement de l'avis de Monsieur Stämpfli lorsqu'il s'exprime en ces mots : « **L'éducation à la petite enfance est un service essentiel à la construction d'une société plus juste et plus en santé...** » Là où je dois diverger d'opinion avec lui, c'est lorsque je constate qu'il se réfère uniquement au milieu des

Services de garde — et non au foyer de l'enfant — et qu'il ajoute : « **et devrait être offerte de façon universelle par le gouvernement à tous ses citoyens. En tant que service offert à tous, le réseau doit donc être financé par tous les citoyens, en fonction de leur revenu.** »

Une telle affirmation ne nous révèle-t-elle pas qu'il n'a pas encore saisi la portée de ces paroles exprimées, en décembre 2015, par Madame Élisabeth Ashini, Innue du Québec :

On n'a pas appris à être des parents parce qu'on ne voyait pas nos parents. Moi, j'ai eu beaucoup d'amour de ma famille avant d'être enlevée (à 9 ans). Ce n'est pas tout le monde qui a eu ça.

Qu'aujourd'hui notre gouvernement libéral du Québec en vienne à reconsidérer l'importance de *l'école-famille* pour l'enfant, j'y vois, non une perversion du débat, mais **l'assurance de la liberté d'expression pour tous**. Et je ne peux que m'en réjouir, pour les enfants d'aujourd'hui et les enfants de demain, appelés à devenir **parents un jour, parents toujours !**

Faut-il porter l'étiquette féministe pour œuvrer à la cause des femmes ?

08/03/2016

Au cours de l'année 1989, une de mes élèves en milieu collégial me demanda : « Madame, êtes-vous féministe ? » Après un bref moment de silence, je répondis : « Je me sais féminine, mais pas féministe. » Ce à quoi riposta immédiatement une autre de mes élèves, en ces mots : « Madame, s'il y a une personne très féministe, ici, au Collège, c'est bien vous ! Vous qui nous enseignez le cours *Fécondité, santé, autonomie*. » De cet enseignement, plusieurs m'ont dit : « Avec votre cours, je me reconstruis d'A à Z. »

Depuis lors, je continue ma petite bonne femme de chemin sans m'afficher comme féministe. Cela malgré certains désavantages, j'en conviens, qui me nuisent comme fondatrice et directrice du **Centre international de recherche et d'éducation familiale (CIREF)**, depuis 1997. Qu'il me suffise d'en signaler deux :

- On refuse de publier mes articles dans plusieurs journaux du Québec, car ils présentent généralement un autre son de cloche que celui de la pensée politiquement correcte.

- On rejette ma participation dans des comités abordant l'éducation à la sexualité en milieu scolaire et au ministère de l'Éducation. Paraît-il que ma « philosophie est trop différente ».

Si j'avais accepté de devenir « féministe », que me serait-il

arrivé ? Nul doute, j'en serais venue à faire mienne la philosophie de Simone de Beauvoir, athée ardente féministe, inspiratrice du mouvement féministe. Je travaillerais à promouvoir un monde nouveau, sans Dieu et sans référence aux nobles valeurs chrétiennes structurantes de la personne intégrale. J'en serais finalement venue à oublier que l'homme et la femme — d'égale dignité — sont deux êtres complémentaires dont la vocation est le service de la vie et de l'amour.

En œuvrant au service de la famille comme je le fais depuis plusieurs décennies, j'ai le profond sentiment que je travaille à une noble cause : celle de l'authentique évolution et de la femme et de l'homme d'aujourd'hui, sans oublier le souci de **leur progéniture en quête de respect, de tendresse et de disponibilité**.

Pour réaliser ce défi de taille, particulièrement aujourd'hui, point n'est besoin de porter l'étiquette de féministe, mais d'être une femme soucieuse du bien-être de l'humanité. Encore faudrait-il être soutenue par nos décideurs politiques, qui ont la responsabilité de l'équité pour tous.



Le statut de la femme — Au service de l'autonomie de la femme ?

21/02/2016

Le 19 février 2016, à l'émission Le Club des Ex, à RDI de Radio-Canada, j'aurais grandement apprécié que le mot « **altruisme** », utilisé par Madame Julie Miville-Dechêne, présidente du **Conseil du statut de la femme** du gouvernement du Québec, aille bien au-delà du dit **service gratuit de la femme** porteuse. En effet, j'aurais souhaité que dans son esprit et dans son cœur, ce noble mot s'adresse à toute femme désireuse de développer sa pleine humanité, ce qui comprend l'accueil de tout être humain dès sa conception.

Or, lors des appels téléphoniques, aux trois personnes (deux femmes et un homme) qui rappelaient le drame de l'avortement limitant le nombre d'enfants à naître dans notre Québec, enfants qui auraient pourtant pu être adoptés par des parents désireux d'un enfant, je fus grandement déçue d'entendre les paroles politiquement correctes de Madame Dechêne : « Au nom de l'autonomie des femmes, nous nous devons les laisser libres de leur corps, libres de choisir pour ou contre l'avortement. C'est un acquis. »



Mais qu'en est-il du développement du véritable altruisme si nécessaire pour favoriser chez nous un monde meilleur et en santé ? Tant les hommes que les femmes sont appelés à s'humaniser pour devenir capables d'aimer en vérité.

De tout cœur, je souhaite que le **Conseil du statut de la femme** en arrive à favoriser un véritable altruisme, une authentique culture du don de soi. Sinon, il nous faudrait créer d'urgence un **Conseil du statut de la personne humaine** qui soit au service des hommes et des femmes soucieux de l'humain à tous les stades de son développement.

Par où commencer pour améliorer le sort des autochtones au Canada ?

18/12/2015

Mercredi, le 16 décembre 2015, à l'émission Les Ex de Radio-Canada, l'une des questions abordées était : « **Par où commencer pour améliorer le sort des autochtones au Canada ?** » De cet échange d'idées, je retiens qu'après avoir mentionné l'importance de combler les besoins de base de Maslow en soulignant, de façon toute particulière, l'alimentation et le logement salubre et à l'abri de la promiscuité (pour prévenir l'inceste), à l'unanimité, on a dit : « **Éducation ! Éducation ! Éducation !** »



Ce même jour, je lisais un article de *La Presse* titré « **C'est terrible, ce qu'on a vécu** » dans lequel on rapportait cette phrase de Madame Élisabeth Ashini, Innue du Québec qui a exercé la profession d'infirmière pendant de très longues années.

« **On n'a pas appris à être des parents parce qu'on ne voyait pas nos parents. Moi, j'ai eu beaucoup d'amour de ma famille avant d'être enlevée (à 9 ans). Ce n'est pas tout le monde qui a eu ça.** »

La réflexion émouvante de cette femme autochtone m'a rappelé ces paroles de Jean Vanier, prophète de notre temps œuvrant auprès des handicapés mentaux : « **La seule école dont toute personne ne peut se passer, est celle de la famille !** »

Oui, c'est dans ce milieu affectueux et intime que les besoins de base de Maslow peuvent être véritablement comblés : besoins physiologiques, besoins de sécurité, besoins d'appartenance et d'amour, besoins d'estime et besoins d'accomplissement. Oui, mais il faut des conditions gagnantes : avoir des parents compétents, disponibles et aimants. Et, bien sûr, des leaders gouvernementaux — tant au niveau fédéral que provincial — qui croient en la famille, la protègent et la soutiennent.

Je me suis aussi souvenu de ces paroles de Madame Suzanne Lemire, alors qu'elle était directrice de la Protection de la jeunesse des Services sociaux du Centre du Québec, parues dans *Le Devoir*, le 18 mars 1991 :

Dans les prochaines années, l'approche des praticiens devra tenir compte beaucoup des parents. Il faut reprendre les familles comme premier élément de solution. Il serait faux de croire que les parents démissionnent plus vite qu'avant, mais ils manquent de ressources. Ils se font tellement charrier par les modes, d'une philosophie à une autre.

Étant moi-même infirmière de profession et directrice-fondatrice du **Centre international de recherche et d'éducation familiale** (CIREF) depuis 1997, je ne puis qu'exprimer ceci à Madame Ashini :

- Grand merci d'avoir rappelé à l'ensemble de notre société québécoise ***que tout être humain a besoin de ses parents pour lui apprendre à devenir parent.***
- Je serais ravie de promouvoir avec vous un des quinze projets pilotes s'adressant à de futurs formateurs des parents, relatifs à la pédagogie de la démarche d'intégration de l'amour et de la sexualité, de la petite enfance à la maturité, dans la région de votre choix.

Cela permettrait à de plusieurs hommes et femmes, jeunes et moins jeunes, de découvrir ou redécouvrir le rôle irremplaçable des parents pour faire advenir chez leurs enfants la santé intégrale, la paix et le bonheur.

Le recul des grossesses d'adolescentes au Québec — Par quels moyens ?

11/12/2015

Le titre fort accrocheur *Net recul des grossesses chez les ados au Québec* de l'article de Madame Louise Leduc, paru dans *La Presse* le 10 décembre 2015, a rapidement suscité chez moi une question. Oui, à moi, jadis infirmière enseignante, qui ai eu le privilège, pendant 10 ans, d'enseigner en milieu collégial le passionnant cours complémentaire *Fécondité, santé, autonomie*. Voici ma question :

Enfin, en Santé publique, en serait-on arrivé à opérer l'important virage qui s'imposait face à l'idéologie des droits sexuels pour tous, en optant pour favoriser chez nos adolescent(e)s fréquentant le milieu scolaire la fondamentale intégration de l'amour et de la sexualité, qui les prépare à la réussite d'un projet couple-famille ? Poursuivant ma lecture de l'ensemble de l'article, je me suis vite rendu compte qu'on est bien loin de là. Ce que j'apprends est déplorable : s'il y a eu, au Québec, de 2000 à 2013, une **diminution** de la grossesse chez les adolescentes de 46,1 % et du taux d'avortement de 45,5 %, c'est pour trois raisons majeures :

- La gratuité des contraceptifs hormonaux chez les moins de 18 ans.
- L'autorisation de l'infirmière et du pharmacien à prescrire la contraception hormonale et le stérilet sans consultation médicale.
- L'accès à la pilule du lendemain — au cas où il y aurait eu relation non protégée — est **fortement réclamé** par nos jeunes.

Il n'y a pas lieu de se réjouir de ces trois facteurs ayant contribué à la diminution de la grossesse-adolescente au Québec. Sur le plan de la Santé publique, j'y vois un tragique échec. L'échec de la **non-éducation de nos adolescentes et adolescents** à une profonde connaissance de soi et du développement du don de soi dans le mariage. Un échec que l'on refuse hélas de reconnaître et de débattre, afin de proposer une véritable solution non mortifère.

Mon rêve : c'est que nous tous, professionnels de la santé et du bien-être — qui ne sommes pas des



dépanneurs sexuels — favorisons dans notre société québécoise une véritable opération d'éducation à l'amour, à la sexualité et à la fécondité, opération qui permettra à nos jeunes, **garçons et filles**, de s'humaniser davantage pour devenir des hommes des femmes de grande maturité.

**L'aide médicale à mourir à mettre en question à la lumière du plan du
Créateur 01/12/2015**

À cette heure où la Cour supérieure du Québec suspend la loi sur l'aide médicale à mourir, n'avons-nous pas une occasion en or de chercher la vérité sur la question fondamentale de la valeur de la vie humaine :

Est-ce dans le plan de Dieu — qui a voulu un ordre du monde pour l'humanité — que nos politiciens et idéologues favorisent la culture de la mort et non celle de la vie ?

Voilà la question qui me vient à l'esprit, particulièrement en ces jours où nous sommes gravement menacés par le péril de terroristes qui font fi de leur vie et de celle des autres.

Au secours ! Monsieur Philippe Couillard 27/11/2015

Monsieur Philippe Couillard
Premier ministre du Québec
Bonjour Monsieur Couillard,

Bien que je sois très consciente que notre monde vit une étape de grande turbulence qui nous concerne tous, que notre gouvernement québécois est présentement fort occupé à accueillir un grand nombre de réfugiés syriens, que vous êtes face à des grèves tournantes par de nombreux groupes sociaux en quête d'un avenir financier meilleur, et que vous avez à cœur la réduction de la dette québécoise, je me dois, en tant que directrice du **Centre international de recherche et d'éducation à la vie familiale** (CIREF), de m'adresser à vous.

Vous, Monsieur Couillard, à Rome, le mercredi du 27 mai 2015, m'avez fortement impressionnée lors de l'ouverture de l'audience générale du pape François.

Premièrement, en traçant sur vous le signe de la croix et, deuxièmement, par votre admirable dignité lors de votre salut et de votre échange avec notre pape, immédiatement après celle des cardinaux. J'ai tout vu de mes deux yeux, étant moi-même avec deux de mes filles sur le même palier que vous, **mais à côté.**

Moi, Solange, qui depuis mai dernier, au nom de notre CIREF, ne cesse de réclamer à plusieurs ministères du gouvernement libéral de nous venir en aide pour réaliser *Quinze projets pilotes s'adressant à des parents et à de futurs formateurs de parents, relatifs à la pédagogie de la démarche d'intégration de l'amour et de la sexualité, de la petite enfance à la maturité*, pour une période de deux ans.

Moi, qui, suite à l'invitation du ministère de l'Éducation, de l'enseignement supérieur et de la recherche, le 24 juillet 2015, ai reçu cette réponse de Madame France Deschênes :

En ce qui concerne votre proposition, je tiens à vous préciser qu'il revient aux commissions scolaires d'organiser les services éducatifs. Vous pourriez donc présenter votre projet auprès de ces instances si vous désirez poursuivre vos démarches.

Également la Fédération des comités des parents du Québec est un organisme que vous pourriez interpellier à cet effet.

Suite à l'invitation ci-haut, je suis entrée en communication tant avec la Fédération des commissions scolaires que de celle des comités des parents du Québec, de qui j'ai reçu des refus diplomatiques, que je



tends à m'expliquer par deux raisons principales : un manque d'argent pour leurs propres activités et un rejet de l'ensemble notre projet pour des raisons idéologiques. Comment aurait-on pu y être ouvert lorsque l'on sait, d'une part, que ces deux Fédérations manquent d'argent et, d'autre part, qu'elles ont déjà accueilli les quinze projets d'éducation sexuelle du ministère de l'Éducation en milieu scolaire ?

Cela dit, Monsieur Couillard, vous qui êtes croyant et qui avez le souci de répondre aux demandes légitimes de tous les citoyens, y compris les catholiques et les autres croyants, j'ose vous implorer de faire tout ce qui est en votre pouvoir pour que, **dès janvier 2016**, notre CIREF débute son projet pilote destiné aux parents et aux futurs formateurs de parents ! Cela est possible, avec votre soutien et celui du **ministère de la Famille et de l'Immigration**.

Et, pourquoi pas, en espérant obtenir :

- d'une part, la collaboration des services de la Petite enfance et du milieu scolaire pour obtenir un local de réunion, ainsi que les noms, adresses et numéros de téléphone des parents concernés par ce projet pilote ;
- d'autre part, l'aide des **ministères de la Famille et de l'Immigration**, pour un financement couvrant les frais suivants :

Frais reliés à la rétribution d'intervenants :

Trois intervenants du CIREF mobilisés, au cours de deux ans, pour la logistique du projet pilote dans la province de Québec ainsi que pour la formation d'agents formateurs de parents à la pédagogie de la démarche d'intégration de l'amour et de la sexualité.

Frais reliés au matériel pédagogique destiné :

- aux futurs agents formateurs des parents à la pédagogie de la démarche d'intégration de l'amour et de la sexualité ;
- aux parents d'enfants de 0 à 17 ans qui recevront une introduction à cette pédagogie préconisée.

Autres frais reliés :

- aux repas, hébergement et transports dans notre province.

Je ne suis pas sans ignorer, Monsieur Couillard, que notre projet pilote est à contre-courant pour certaines personnes, mais pour bien d'autres, il est **désiré** depuis fort longtemps. Tant par des parents québécois que par de nombreux allophones et immigrants. Pour vous en convaincre, Monsieur Couillard, qu'il me suffise d'évoquer cette femme algérienne musulmane, autrefois avocate en Algérie, immigrante depuis deux ans au Québec et mère de deux adolescents fortement déçus du volet Éducation à la sexualité transmis à ses adolescents en milieu scolaire, qui, au cours des années 1990, en stage de formation comme secrétaire à notre CIREF me dit :

Par votre démarche d'intégration de l'amour et de la sexualité, vous êtes en train de me réconcilier avec le Québec que je regrettais, car je le vois

décadent. Votre démarche, je la trouve fort intéressante pour nos jeunes. Ne lâchez pas !

Aussi, combien me sont demeurées précieuses ces paroles de la responsable de l'agenda de Monsieur Gaétan Barrette, entendues, en juin, lors de mon retour de Rome : « ***Ne lâchez pas ! Votre projet est très précieux pour nos enfants !*** »

La promotion d'une pédagogie de la démarche d'intégration de l'amour et de la sexualité est un beau et grand défi pour la structuration de l'être humain et pour le soutenir dans le développement d'un bel idéal de vie. Avec courage et détermination, notre CIREF tient à relever ce défi, tant en terre québécoise qu'en terre africaine. Car, nous le savons, nos enfants et nos jeunes ont le droit et le devoir d'apprendre à intégrer ces deux éléments indissociables d'humanité : l'amour et la sexualité. Cela doit se faire surtout avec l'aide de leurs parents : ***Parents un jour, parents toujours !*** Et, bien sûr, avec le soutien de leurs éducateurs. Mais encore faudrait-il que ces derniers eux aussi approfondissent les éléments de cette démarche.

Sur ce, Monsieur Couillard, je vous redis ceci : malgré vos nombreuses occupations, veuillez venir rapidement en aide à la famille québécoise en venant en aide à notre CIREF qui peut apporter quelque chose de très riche à notre société plurielle grandissante, qui est en quête d'un monde de paix, d'un monde meilleur, en santé. Il me fait plaisir de joindre à ma lettre ma chronique du 25 novembre 2015 : ***En notre ère ultra-sexuelle, un virage nécessaire et urgent s'impose.*** Et encore, de vous envoyer, d'ici peu, par la poste, ma brochure ***Apprendre à devenir libre : un impératif, une urgence,*** qui vous permettra de saisir la pertinence de l'intervention de notre CIREF.

Grand merci, Monsieur Couillard, de bien me comprendre et d'agir rapidement pour répondre à ma demande. À vous, je souhaite patience, force et courage dans votre exigeant engagement politique, particulièrement en ces jours où vous êtes fortement sollicité !

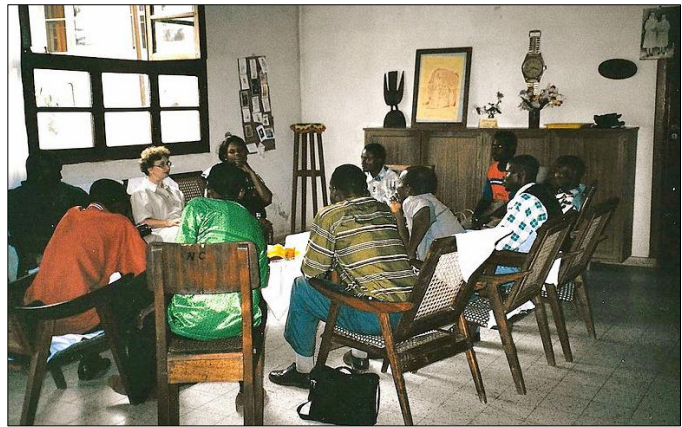
En notre ère ultra-sexualisée, un virage nécessaire et urgent s'impose

25/11/2015

L'article, *Des cours de sexualité pour bien sexe-primer*, ayant pour auteure Madame Andrée-Anne Vincent, paru dans *La Presse*, le 23 novembre 2015, m'amène à proposer cette question à mes compatriotes : En notre ère ultra-sexualisée, se pourrait-il que **le nécessaire et urgent virage qui s'impose dans notre société québécoise soit de former des agents éducateurs de parents** à la démarche d'intégration de l'amour et de la sexualité, de la naissance à la maturité ?

Une fois formés, les parents pourront appliquer cette démarche à leurs enfants avec compétence, dans le climat intime de leur foyer, de façon personnalisée et au moment opportun. Car sont eux, **parents un jour, parents toujours**, qui ont la prérogative (le droit et la responsabilité) d'aider leurs enfants à s'humaniser le plus pleinement possible et à s'acheminer vers la maturité de l'amour.

Souscrire à cette affirmation ne peut se faire sans accepter le devoir de creuser les concepts indissociables de l'amour et de la sexualité, de reconnaître la mission éducative des parents et de réhabiliter le concept d'éducation familiale dont tout être humain a le besoin et le droit pour se structurer intérieurement afin de devenir un être harmonieux.



L'essentielle mission éducative des parents se fait prendre d'assaut au Québec ! 19/10/2015

Initier l'enfant au mystère de l'amour et de la sexualité et l'accompagner, tout au long de sa croissance, dans son projet de devenir un adulte harmonieux, c'est beaucoup plus que lui donner du vocabulaire ou lui transmettre un certain savoir technique. C'est l'initier à un grand mystère, **le mystère de la personne humaine**.

Le philosophe français Jean Guitton écrivait :

Quel mystère ? En définitive, celui de mon être en ce monde. Et avec quel grand respect, quelle prudence, quelle délicatesse, quelle patience de touches, il convient de procéder. Je connais un adolescent qui avait été traumatisé d'apprendre ainsi sans préparation l'histoire de sa première origine ; il me disait drôlement : « J'ai peine à croire que mes parents... » Là gît en effet le mystère de mon être en ce monde : hasard absurde, inexorable nécessité, ou bien providence amoureuse, judicieuse, éternelle. Il faut opter...

Nous ne sommes pas ici devant une pure fonction physiologique, comme sont la respiration ou la digestion : nous sommes à la coupure de la chair et de l'esprit dans la région pleine d'obscurité et de splendeur où se forme l'amour, où se fondent les foyers, où se tissent les passions et les bonheurs, « le meilleur et le pire » (tiré de *Sélection du Reader's Digest*, janvier 1974).

S'éduquer à l'amour et à la sexualité, pour devenir un être harmonieux, est la tâche humaine et spirituelle première de toute personne. Aux **Parents un jour, parents toujours**, par leur exemple d'une vie ordonnée et la transmission des éléments essentiels d'humanité — **exprimés positivement, avec respect et beauté** — il revient de faciliter cette éducation chez leur enfant. Ils y parviennent concrètement, en encadrant avec douceur leur démarche d'intégration de l'amour et de la sexualité, de la petite enfance à la maturité.

Pour se convaincre de leur si belle mission, les parents ont à savoir que la pédagogie propre aux parents pour faire naître, pas à pas, chez leur enfant, la capacité d'aimer et d'être, est celle du **respect et de l'intimité**. À l'école de la famille, à son



rythme propre, l'enfant s'éduque à l'amour et à la sexualité, grâce à des réponses personnalisées à ses questions intimes ainsi que dans des échanges d'idées et de sentiments dans l'intimité du milieu familial. Bref, dans le cœur à cœur parents-enfants.

L'éducation de l'enfant à l'amour et à la sexualité qui commence de façon imperceptible

avec la qualité de l'amour conjugal qui unit les parents est **une affaire à la fois privée et familiale**. Affirmer cela, c'est respecter l'enfant et reconnaître l'indispensable mission parentale au sein de notre société.

Qu'attendre de l'ensemble des éducateurs, quel que soit leur milieu ? C'est simple : qu'ils approfondissent la démarche d'intégration de l'amour et de la sexualité, de la naissance à la maturité. C'est ce qui leur permettra de la soutenir chez les enfants et chez les ados et, en plus, de veiller à ce que personne ne vienne saboter ce processus par un enseignement contraire.

Il n'est pas rare d'entendre ceci : « *Plusieurs parents ne sont pas à l'aise d'enseigner à leurs enfants l'éducation sexuelle. Il y a donc une nécessité et une urgence que l'école supplée aux parents dans ce domaine.* » Par une telle affirmation, allons-nous au cœur de la problématique des parents, dont le vrai besoin est de s'éduquer ou de se rééduquer eux-mêmes à l'amour et à la sexualité ? Sûrement pas !

Allons plus loin : comment expliquer la grave incompétence de plusieurs parents d'aujourd'hui, quand il s'agit de transmettre à leurs enfants une saine éducation sexuelle alors qu'on nous dit : « *L'école fait de l'éducation à la sexualité depuis près de 40 ans* » ?

En 2005, en tant que directrice du **Centre international de recherche et d'éducation familiale** (CIREF), dans un mémoire intitulé : *Analyse critique du document L'éducation à la sexualité dans le contexte de la réforme de l'éducation, Québec 2003* (document dont la conceptrice et rédactrice est Madame Francine Duquet, sexologue), on pourra trouver ma réponse. C'est dans ce mémoire publié et remis au ministère de l'Éducation et des Services sociaux, que je répondais à cette question en abordant trois volets :

- Un processus d'éducation à questionner
- Les droits sexuels et leur lot de risques en santé
- Une proposition de solution

Mon texte exprimait clairement le rejet de la proposition des *prétendus experts* ayant évacué l'Auteur de la création, dissocié l'amour de la sexualité, usurpé la mission éducative des parents à l'école de la famille, ignoré la période de latence de l'enfance et opté pour la mentalité contraceptive. Pourquoi ? Pour imposer la pensée unique d'un monde sans Dieu qui favorise lesdits droits sexuels chez tous, y compris chez nos jeunes.

Le programme d'éducation à la sexualité dans le contexte de la réforme de l'éducation, Québec 2003, il est vrai, ne s'est pas réalisé officiellement. Mais, voilà qu'en cette année 2015, certains militants tentent d'en imposer l'équivalent par la porte arrière de quinze projets pilotes pour une durée de deux ans, en prenant bien soin, cette fois, d'offrir **une information sur le projet à l'intention des parents**. Au nom de tous les parents : merci ! Cela permet aux parents et autres intéressés de

réagir à cette esquisse du projet pilote qui s'adressera au préscolaire, au primaire et au secondaire.

Un seul jugement reste à porter : ce projet pilote d'enseignement est-il bon pour nos enfants et nos adolescents ? »

À cette question, si plusieurs répondront spontanément : « Pourquoi pas ? », d'autres, au contraire, diront : « ***Cet enseignement n'est pas bon : il est néfaste pour le développement global de nos enfants.*** » Personnellement, à la lumière de la vision intégrale de la personne et du concept d'intégration de l'amour et de la sexualité, je juge que ce projet est dans la même veine que les cours antérieurs d'éducation sexuelle du programme de Formation personnelle et sociale, lesquels, au dire de plusieurs, furent un **échec cuisant**.

Qu'il me soit permis de terminer en exprimant ma conviction que notre ministre de l'Éducation, Monsieur François Blais, ne se rend pas compte de cet inacceptable mépris des parents ainsi que de l'urgence d'y remédier. Je m'explique mal qu'il ne parvienne pas à permettre à notre CIREF de réaliser les quinze projets pilotes alternatifs proposés depuis mai dernier, s'adressant à de futurs formateurs des parents, relatifs à la pédagogie de la démarche d'intégration de l'amour et de la sexualité, de la petite enfance à la maturité. Cela, pour une période paritaire de deux ans. Peut-être pourrait-il encourager le ministère de la Famille — à qui conviendrait très bien notre projet — de l'accepter et de le soutenir.

En ce moment particulier de notre histoire québécoise, nous avons à **opter** pour ou contre le respect du mystère de la personne humaine, comme l'a si bien exprimé, le philosophe Jean Guilton.

L'infirmière professionnelle n'a-t-elle pas mieux à faire que prescrire des contraceptifs ? 12/10/2015

Depuis quatre décennies, nous vivons dans notre société l'époque de la mentalité contraceptive et abortive, et le monde de la santé y a souscrit. N'y ont résisté que de rares médecins, pharmaciens, infirmières et infirmiers. On a majoritairement dévié des concepts-clés autrefois piliers des codes d'éthique des professions de la santé. Il en fut ainsi pour les cinq concepts suivants : la personne intégrale, le respect, l'intégrité, l'autonomie, la responsabilité. **Résultat** : un accroissement alarmant chez nous, en notre Québec, de problèmes reliés à la santé affective et sexuelle. Certains



constatent : « Jamais nos jeunes n'ont été aussi abîmés dans leur corps, leur cœur et leur âme ! »

Face à un tel dérapage en milieu de la Santé, n'avions-nous pas à reconnaître humblement **notre grave échec de la Santé publique** face à deux dimensions importantes de la personne humaine ? Un échec, qui, depuis fort longtemps, aurait dû réclamer un vrai débat de société

dans lequel on aurait eu le courage de remettre en question l'idéologie qui oriente la mentalité contraceptive et abortive, ainsi que la qualité du concept de prévention qui, aujourd'hui, se limite à réduire les méfaits d'un comportement sexuel désordonné. Ce débat de société que je désire depuis des décennies, comme infirmière de formation, n'a pas eu lieu. Vivement, je le déplore pour la santé et le bonheur d'un grand nombre de nos concitoyens.

En octobre 2015, où on nous répète avec insistance que, dès janvier 2016, **certaines infirmières prescriront des contraceptifs** — probablement sans aucune réserve par rapport à l'an 2008 — il me revient à la mémoire une phrase d'un éditorial de Madame Gyslaine Desrosiers, ex-présidente de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec (Perspective infirmière, Janvier/février 2005). Voici cette phrase, que j'ai adaptée en y ajoutant les générations actuelles : « **Désormais, toute décision devra subir l'épreuve de la question : Est-ce bon pour les générations actuelles et futures ?** »

Forte de mon expérience d'enseignement du cours *Fécondité, santé, autonomie*, en milieu collégial pendant 10 ans, je sais pertinemment ceci : prescrire des contraceptifs et des abortifs, tant à nos jeunes qu'à des adultes, n'est pas bon. Cela est et restera toujours fort déplorable, car néfaste non seulement sur le plan spirituel, mais aussi sur le plan physique, psychique et social de toute personne. L'infirmière

devrait, avoir mieux à offrir à toute femme en quête d'une aide professionnelle dans le domaine de la santé.

Prescrire sans plus la pilule contraceptive ou la pilule des lendemains à qui en réclame, n'éduque pas cette personne au respect de la merveille de son corps sexué, à son privilège de la fertilité, au respect de l'enfant à naître, à l'égalité homme femme dans la complémentarité, à la communication profonde homme femme et pas davantage au sens de l'autonomie et de la responsabilité. Bref, cela ne conduit personne vers une plus grande humanisation.

De plus, on ne lui favorise pas l'apprentissage de la difficile conquête de la santé mentale laquelle selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS) consiste « en un bien-être dans lequel une personne peut se réaliser, surmonter les tensions normales de la vie, accomplir un travail productif et contribuer à la vie de sa communauté ».

C'est bien ce que bon nombre de mes élèves sont arrivés peu à peu à bien comprendre lors de mon enseignement. Ce qui en poussa plusieurs, en groupe ou en privé, à me dire avec émotion : « Votre cours m'amène à me reconstruire d'A à Z. » Mon enseignement leur aurait-il favorisé la compréhension de l'égalité homme femme dans la complémentarité et le sens de l'engagement d'un couple humain ? J'ose le croire, en sachant que ce sont deux exigences fondamentales pour la réussite d'un projet couple-famille qui contribuent à la santé et au succès d'une société, d'un pays.

Aux personnes qui douteraient de l'opportunité de ma réflexion, je suggère la lecture du récent volume (2013) **La pilule contraceptive : dangers, alternatives** (Éditions du Rocher), ayant pour auteurs le Professeur Henri Joyeux et Dominique Vialard. Il est préfacé par le Professeur Luc Montagnier, prix Nobel de médecine (2008) et par le Docteur Ellen Grant, gynécologue et pionnière de la pilule. Sur la page couverture arrière, on peut lire ce qui suit :

Des millions de Françaises ignorent toujours comment fonctionnent ces médicaments et quels effets ils peuvent avoir sur leur corps... Saviez-vous que les hormones de synthèse sont au cancer du sein ce que l'amiante est au cancer de la plèvre ? En 1975, on découvrait 7 000 cas de nouveaux cancers du sein par an en France. En 2013, nous approchons des 60 000 cas, et chez des femmes de plus en plus jeunes...

Dans le monde de la santé, nul ne devrait ignorer ces données scientifiques. En faire fi ou les sous-estimer sous prétexte qu'aujourd'hui on ne peut plus se passer de la contraception m'apparaît odieux. J'y vois même un acte criminel en milieu de la santé, acte qu'il nous faudra bientôt avoir le courage de dénoncer un geste autodestructeur, au nom des femmes ayant droit de connaître les effets secondaires des anovulants.

En Santé publique, un défi de taille à relever s'impose : un défi d'éducation. J'ose proposer ce qui suit :

Primo : Que l'ensemble des professionnels de la santé découvrent un processus continu d'intégration de l'amour et de la sexualité, qu'ils s'efforcent eux-mêmes à le bien vivre et qu'ils veillent en tous lieux, à ce que leurs collègues ne viennent le saboter par un enseignement contraire.

Secundo : Que des infirmières, **agentes de changement**, deviennent d'importantes leaders de la promotion et de la transmission de la démarche d'intégration de l'amour et de la sexualité, de la naissance à la maturité. Ce qui contribuera à aider un grand nombre de personnes à se reconstruire affectivement et sexuellement et à apprendre à gérer naturellement et efficacement leur fécondité du couple, ce qui est non seulement l'affaire de la femme, mais aussi celle de l'homme éduqué, devenu aimant.

N'est-ce pas cette action éducative — qui fait appel au sens de la responsabilité et de l'autonomie de chaque être humain —, exercée par des infirmières, en complicité avec les médecins, qui contribuera à améliorer efficacement la santé publique, en prévenant des grossesses imprévues, des avortements, des ITSS et du cancer du sein ?